

TREND

SUBSTANCES PSYCHOACTIVES, USAGERS ET MARCHÉS TENDANCES RÉCENTES À METZ ET EN GRAND-EST EN 2023

Sommaire

Résumé.....	4
Objectifs et méthodologie.....	6
Un dispositif de recueil de données qualitatives multi-situé	6
Les investigations réalisées en 2023	7
Trafics locaux et modalités d’approvisionnement.....	9
Les caractéristiques du territoire	9
Une circulation des marchandises de plus en plus difficile à cartographier pour les forces de l’ordre	10
Les lieux de deal dans la région	11
Les livraisons à domicile toujours très sollicitées.....	12
L’approvisionnement dans les départements marqués par la ruralité : les cas des Vosges et de la Meuse.....	13
Le trafic d’héroïne en Meuse de plus en plus géré par les trafiquants des départements limitrophes	13
Les Vosges, un trafic plus « éclaté »	14
Autres particularités d’approvisionnement en milieu rural : logiques de stockage et recherche de Substances indétectables	14
Les livraisons par voies postales semblent de plus en plus exploitées	15
Des circuits d’approvisionnement de Substances Psychoactives « semi légaux » ou « hybrides » via des sites hollandais.....	17
Une culture locale de l’herbe de cannabis qui s’intensifie.....	22
Les prix des principales drogues à Metz.....	25
Usages et usagers de drogues dans les espaces de la marginalité urbaine.....	26
Focus sur les difficultés d’hébergement thérapeutique des personnes vulnérables et consommatrices	26
Des publics migrants difficiles à approcher par l’addictologie, malgré de fortes consommations ..	28
Les publics des pays de l’Est : injection et réticences vis-à-vis de l’addictologie.....	28
Les publics d’Afrique et du Maghreb et la consommation de prégabaline	29
Les conséquences des usages de cocaïne basée dans l’espace urbain.....	30
Une pratique accessible et quasi « normalisée » parmi les publics des CAARUD.....	31
La prostitution : un phénomène qui semble s’intensifier chez les femmes usagères de cocaïne basée	32

Les dispositifs d'addictologie lorrains face à la cocaïne basée : surcharge de travail et enjeux spécifiques de RdRD	32
L'héroïne : un produit moins abordé que la cocaïne basée dans les CAARUD	34
Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs.....	35
Eléments de contexte : des évènements de plus en plus déclarés/structurés, un public plus élargi	35
Les consommations en espace festif alternatif.....	36
Des produits de synthèses souvent consommés malgré des incertitudes sur la fiabilité et la composition des produits.....	37
Des actions de RdRD intensifiées et qui s'intègrent de plus en plus dans le milieu festif alternatif	38
Autre(s) phénomène(s) marquant(s)	40
A propos de la veille sanitaire SINTES	40
Une plus grande visibilité de la Kétamine	40
Des contextes et des motifs d'utilisation divers et variés	41
Des conséquences sanitaires plus visibles	41
Conclusion et perspectives	43
Remerciements.....	45

Résumé

En 2023, nos investigations en Lorraine et dans la région Grand Est confirment le développement de plusieurs phénomènes concernant la question des drogues, de leur diffusion et de leur usage. D'une part, certaines formes d'approvisionnement, marginales il y a encore quelques années, sont désormais clairement implantées sur le territoire. Permettant de réduire certaines contraintes chez les consommateurs (notamment les délais d'attente pour se fournir, les déplacements ou les incertitudes sur la qualité des produits), les livraisons à domicile et les dispositifs numériques spécifiques au deal viennent désormais compléter les modalités de trafic plus traditionnelles, comme les ventes en appartements ou les « fours ». Si les dispositifs de surveillance et de lutte contre les trafics s'avèrent fort dynamiques en termes d'intervention et/ou de saisies sur la région Grand-Est, la circulation des produits et leur disponibilité n'apparaissent pas grandement perturbée. D'autre part, on peut observer une intensification continue de certaines consommations qui étaient moins répandues auparavant : l'usage de cocaïne est ancré dans tous les espaces investigués ; l'usage de cocaïne basée est toujours en expansion, principalement auprès des publics fréquentant les CAARUD ; la kétamine est de plus en plus évoquée durant les entretiens avec les consommateurs ; certains produits de synthèse sont actuellement en vogue dans les espaces festifs, malgré l'incertitude vis-à-vis de leur composition. Enfin, du côté des usagers, on constate un clivage en termes d'expertises et de connaissances sur les produits, leurs caractéristiques, ou encore les façons de « gérer » leurs consommations. D'un côté, on observe des usagers de plus en plus informés sur les produits, leurs effets, les interactions à éviter, adhérant à la RdRD, etc. D'un autre côté, on repère des consommateurs aux usages moins contrôlés, moins sensibles aux risques et aux conséquences négatives de leurs consommations (problèmes urologiques fréquemment évoqués chez des consommateurs de kétamine, conséquences socio-sanitaires parfois alarmantes chez les usagers de « cocaïne basée », consommations « à l'aveugle » de produits de synthèse, etc.).

Nous discuterons l'ensemble de ces faits au fil des différentes parties de ce rapport qui se décline autour des volets « Trafics », « Espaces de la marginalité urbaine » et « Espaces Festifs ». Le premier volet de ce rapport intègre plusieurs thématiques concernant l'approvisionnement et le trafic : les caractéristiques du territoire et les contrastes qui s'opèrent selon les départements, la livraison par voie postale, la tendance chez de nombreux consommateurs à s'approvisionner en produits spécifiques (truffes de psilocybine, produits de synthèse, graines de cannabis, etc.) sur des sites hollandais semi-légaux, le développement croissant de cultures locales d'herbe de cannabis à toutes les échelles de trafic, etc. Enfin nous concluons ce volet par une mise en perspective des différentes modalités d'approvisionnement recensées au cours de nos investigations.

Le second volet sur le milieu urbain met en évidence une montée en charge toujours accrue de la cocaïne basée (ou crack). Cette tendance conduit à une intensification de l'énergie déployée par les professionnels des CAARUD pour répondre à ses usages. D'autres thématiques sont également abordées comme les carences au niveau de l'hébergement thérapeutique des publics consommateurs ou certaines spécificités des consommations des publics dits « migrants ».

Le troisième volet porte sur le milieu festif. Il met en évidence un renouvellement progressif des publics (plus divers) et des organisations (plus jeunes) du milieu techno dit « alternatif ». L'observation met également en évidence des événements de plus en plus « cadrés » depuis la fin du covid. Il semblerait que de moins en moins de regroupements se produisent dans l'illégalité. Par ailleurs, des consommations de produits caractéristiques du milieu festif techno (cocaïne, MDMA, produits de synthèse, etc.) s'établissent dans des événements dits « commerciaux » ou des festivals

plus populaires. Sur ces lieux, les dispositifs de RDR sont plutôt bien acceptés. Ils sont appréhendés comme des gages de sécurisation des personnes et associés à des dispositifs d'interventions sanitaires – ce qu'ils ne sont pas.

Objectifs et méthodologie

Un dispositif de recueil de données qualitatives multi-situé

Piloté par l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) depuis 1999, le dispositif TREND a pour objectif de repérer et de décrire les phénomènes émergents et/ou peu répandus dans le champ des drogues et de comprendre leurs évolutions. Pour remplir cette mission, l'OFDT s'appuie sur un réseau de neuf coordinations locales (implantées à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse et sur l'île de la Réunion) dotées d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information.

Le dispositif TREND couvre quatre thématiques qui structurent le recueil d'informations par les différentes coordinations :

- Les personnes particulièrement consommatrices de produits psychoactifs¹ : leurs pratiques d'usage, les conséquences sanitaires et sociales de ces usages, leurs modes de vie, leurs profils sociaux, leurs représentations/perceptions des produits,
- Les contextes et espaces de consommation fréquentés par les usagers particulièrement consommateurs :
 - Les espaces festifs techno regroupant les scènes alternatives (free parties, squat) et commerciales (clubs, discothèques, bars, festivals) ;
 - Les espaces de la marginalité urbaine qui regroupe les lieux fréquentés par des personnes en situation de grande précarité (rues, squats, zones de deal, structures dédiées aux usagers, etc.)
- Les produits : leur nom, leur composition chimique (en lien avec le dispositif SINTES, voir encadré page suivante), leur prix et leur mode de consommation,
- L'organisation et les pratiques des réseaux de trafics locaux et les modalités d'acquisition de proximité.

Le travail d'enquête s'appuie sur des données qualitatives (observations ethnographiques, entretiens collectifs et individuels) recueillies auprès d'acteurs (usagers, intervenants des CAARUD et des CSAPA, agents de l'application de la loi, etc.) dont l'ancrage local contribue à une meilleure compréhension des spécificités territoriales. La fiabilité des données recueillies repose sur leur recoupement systématique : les informations recueillies sont systématiquement confrontées et mises en perspective avec d'autres sources, auprès d'autres acteurs².

Chaque coordination locale produit annuellement un état des lieux de la situation en matière de consommations et de trafics³ vise à :

- Favoriser l'échange, l'acquisition et le partage des informations entre les différents acteurs locaux concernés par la question des drogues.
- Éclairer les décideurs, améliorer le contenu et le pilotage des politiques publiques locales en les faisant reposer sur des informations fiables et un diagnostic commun.
- Appréhender rapidement la portée d'un signal sanitaire, évaluer la réalité d'un phénomène et sa dangerosité potentielle
- Contribuer à l'animation des réseaux professionnels locaux en matière d'addictions

¹ A l'exception de l'alcool et du tabac, le dispositif s'intéresse à l'ensemble des produits psychoactifs, illicites ou détournés de leur usage).

² Pour plus d'informations, voir le guide méthodologique du dispositif TREND :

<https://www.ofdt.fr/publications/collections/methode/guide-methodologique-trend/>

³ Les rapports locaux TREND-SINTES sont téléchargeables sur : <https://www.ofdt.fr/regions-et-territoires/reseau-des-sites-trend/rapports-des-sites-locaux-du-dispositif-trend/>

La coordination nationale du dispositif produit un numéro de *Tendances* qui synthétise les informations recueillies localement. Ponctuellement, d'autres publications thématiques se fondent totalement ou partiellement sur les données recueillies dans le cadre du dispositif Trend (au cours des cinq dernières années sur le GHB/GBL, le protoxyde d'azote ou les usages de drogues des mineurs non-accompagnés)⁴.

TREND-SINTES est implanté en région lorraine depuis 1999. Il est porté par le CMSEA par convention avec l'OFDT et est soutenu par l'ARS Grand Est depuis 2015.

Le système d'analyse des toxiques et des substances (SINTES)

Le dispositif SINTES est un outil de veille sanitaire documente la composition des produits circulant, illicites ou non réglementés (dosage, produits de coupe, identification de nouvelles molécules et logos), à partir des résultats d'analyses des saisies effectuées par les services répressifs d'une part, et des collectes de produits réalisées directement auprès des usagers d'autre part.

SINTES vise à :

- mieux connaître la composition des produits consommés : par la collecte et l'analyse de produits, notamment les substances ayant posé des problèmes sanitaires graves ou inhabituels ou présentant un caractère de nouveauté (appellation, aspect, etc.), ou des substances faisant l'objet d'une veille dite « active »,
- informer le dispositif d'alerte et de transmission d'information rapide, en lien avec les autres acteurs régionaux sur le champ et les niveaux national et européen : l'*Early Warning System (EWS)* de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (European Monitoring Centre on Drugs and Drug Addiction, EMCDDA), ainsi que la Cellule nationale d'alerte (CNA).
- d'apporter des connaissances sur les nouveaux produits auprès des professionnels et des usagers.

Les investigations réalisées en 2023

Au niveau régional, la responsabilité administrative du dispositif est confiée à Lionel Diény, directeur du Centre des Wads-CMSEA. La coordination, englobant le recrutement des responsables d'observations, leur formation, le suivi du recueil de données et l'animation du réseau, était sous la responsabilité de Fabienne Bailly, cheffe de service, secteur « Intervention Précoce » du Centre des Wads. Elle a été rejointe à la fin de l'année 2023 par Aurélien Zieleskiewicz, Docteur en Sociologie et chargé d'études au Centre des Wads, qui a participé à une partie de la récolte des données et a ensuite réalisé les analyses avec Fabienne Bailly et rédigé ce présent rapport. La coordination du dispositif SINTES est confiée à Sihem Bouazzi, Chimiste, Centre des Wads-CMSEA.

Les observations en milieu festif ont été réalisées par Naim Belhadj, Educateur Spécialisé au CAARUD du Centre les Wads, est accompagné pour sa mission d'observation d'une équipe d'informateurs qui lui ont fourni des données sur l'évolution des soirées en 2023, des styles musicaux, des relations entre les différents sound systems, ainsi que des informations sur les produits consommés en free party. La responsabilité de l'observation des espaces de la marginalité urbaine est confiée à Florian Muratori, éducateur spécialisé. Les données recueillies sont de nature à renseigner les pratiques des usagers précarisés fréquentant les CSAPA/CAARUD mais également des usagers éloignés des centres urbains.

La position professionnelle des coordinateurs du site exerçant par ailleurs comme cadres dans un centre d'addictologie de la ville de Metz a permis également de mobiliser un « carnet de bord » conséquent dans lequel furent consignés de nombreuses informations saisies parfois sur le tas, ou lors de rencontres avec des personnes (consommateurs orientés par des informateurs exerçant des CJC ou des OS, rencontres de professionnels du territoire durant un colloque, informations obtenues

⁴ Ces publications sont téléchargeables sur : <https://www.ofdt.fr/enquetes-et-dispositifs/trend/>

dans le cadre d'une enquête locale sur la cocaïne, discussions avec des utilisateurs du « checklab 's » dispositif permettant aux usagers d'analyser leurs produits, etc.).

En 2023, 2 groupes focaux ont permis de réunir entre 8 et 16 professionnels des CAARUD de Nancy, Epinal, Metz, Forbach et Thionville. Ces services développent tous des missions de réduction des risques et des dommages. Les données sont recueillies dans les centres villes, principaux sites d'implantation des CSAPA et CAARUD mais également dans le cadre de leurs permanences décentralisées ou à domicile. Le territoire d'investigation prend donc en compte les usages dans les principales villes, à leur périphérie ainsi qu'en milieu rural. Un groupe focal « sanitaire » a réuni respectivement 12 professionnels de CSAPA et de CAARUD (médecins, infirmiers, éducateurs, psychologues et animateurs) et a permis de recueillir des données sur des populations d'usagers de drogues moins marginalisées. Un groupe focal application de Loi a réuni 10 représentants des forces de l'ordre (police, gendarmerie, douane) de la Meuse, Meurthe-et-Moselle, Moselle et Vosges.

Cinq entretiens semi-directifs avec des professionnels d'équipes mobiles, de CHRS et de prévention spécialisée, des bénévoles, des organisateurs de soirées, ont été réalisés tout au long de l'année, sur différents territoires (Moselle Sud, régions nancéenne et messine, Vosges, Meurthe-et-Moselle Nord, etc.).

Des entretiens parfois plus « informels » ont été réalisés auprès d'usagers de drogues et de revendeurs issus de l'espace de la marginalité urbaine, du milieu festif, mais également dans le cadre de dispositifs d'alternatives aux poursuites judiciaires (obligations de soin et stage de sensibilisation) ou auprès d'usagers venus pour faire analyser leurs produits.

Trafics locaux et modalités d'approvisionnement

Évolution du trafic à l'échelle mondiale

Les évolutions des trafics locaux de drogues illicites décrits dans cette partie s'inscrivent dans un contexte mondial marqué par des niveaux de production en forte augmentation depuis le milieu des années 2010⁵. Cette tendance concerne plusieurs familles de produits : les opioïdes, comme l'héroïne ; les stimulants synthétiques, comme la MDMA-ecstasy ; et semi synthétiques, comme la cocaïne ; les produits issus du cannabis, etc. Ces productions alimentent un marché ouest-européen parmi les plus importants au monde⁶. La hausse importante des quantités saisies par les forces de l'ordre en Europe tend à illustrer indirectement cette abondance de l'offre internationale. Cette dernière, conjuguée à la forte concurrence entre réseaux de trafic, explique par ailleurs la stabilité voire la baisse des prix de détail et la hausse des teneurs moyennes constatés depuis les années 2010 pour la cocaïne, l'héroïne ou la MDMA-Ecstasy⁷. Le niveau sans précédent des teneurs moyennes de la résine de cannabis tient quant à lui aux mutations de la culture du cannabis au Maroc, principal pays producteur, avec l'introduction de variétés hybrides d'herbe importées entre autres des Pays-Bas, à partir desquelles la résine est fabriquée⁸.

L'acheminement des produits sur le sol européen s'inscrit dans un contexte de mondialisation et de multiplication des échanges économiques et s'effectue par des vecteurs divers, le principal d'entre eux, notamment pour la cocaïne, étant la voie maritime via des porte-conteneurs. Le convoyage puis la dispersion sur le sol hexagonal s'effectue également via des moyens de transport divers selon les produits et les zones géographiques : transport maritime, mais également routier ou encore aérien.

Les caractéristiques du territoire

La région Lorraine sur le Grand Est inclut une diversité de caractéristiques sociodémographiques autant qu'elle induit une multitude de phénomènes liés à la circulation et à la consommation de drogues. Ce territoire panache ruralité (une grande partie de la Meuse et des Vosges, le secteur du Saulnois, etc.) ; « petites villes » de 5000 à 15 000 habitants (Guénange, Morhange) qui s'avèrent peu dynamiques en termes d'activités mais contiennent des zones de trafic dynamiques ; métropoles - Nancy et Metz - qui hébergent un nombre conséquent d'usagers de drogues (étudiants, publics CAARUD ou autres actifs insérés) et des « quartiers prioritaires » fortement marqués par le deal et la délinquance (Le Haut du Lièvre à Nancy et Borny à Metz notamment). Enfin, des villes frontalières (comme par exemple Forbach près de l'Allemagne ou Thionville à deux heures de route de la Hollande) jouxtent la Belgique, l'Allemagne et le Luxembourg.

Ces derniers éléments positionnent le territoire à un carrefour majeur du trafic d'héroïne et de cocaïne au niveau européen (les Pays Bas et la Belgique sont les principaux pays d'arrivée de redistribution de ces substances en Europe de l'Ouest). Il est également courant que du cannabis soit importé de Hollande et de Belgique pour approvisionner la région. L'axe Thionville/Metz/Nancy reste

⁵ UNODC. World drug report 2022. United Nations, New York, 2022, 123 p.

⁶ EMCDDA. European Drug Report 2022: Trends and developments. Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2022, 88 p.

⁷ GANDILHON M. L'offre de stupéfiants en France en 2021. OFDT, Paris, 2022, 13p.

⁸ CHOUVY P.-A., MACFARLANE J., Agricultural innovations in Morocco's cannabis industry. International Journal of Drug Policy, 2018, Vol. 58, p. 85-91.

l'épicentre de cette circulation des marchandises avec des ramifications vers Longwy et Mont Saint Martin, villes frontalières avec le Luxembourg et la Belgique :

« Notre spécificité sur l'A31 c'est qu'on est vraiment un point de passage et de transit de produits stupéfiants. Les saisies aux péages sont toujours importantes avec de la cocaïne, de l'héroïne, du cannabis quelques fois un peu de kétamine ou des cartouches de protoxyde d'azote dans des camions en transit d'Espagne, des Pays-Bas vers l'Allemagne, la Suisse ou la région parisienne ». **Officier de la PJ de la Meurthe-et-Moselle**

« La résine et l'herbe de cannabis remontent d'Espagne vers l'Allemagne, ça transite par poids lourds. Et à l'inverse l'héroïne et la cocaïne qu'on va intercepter dans l'autre sens, provient des Pays-Bas et ça redescend via la Belgique et Luxembourg et les destinations sont ensuite un peu plus éclatées vers la Suisse et l'Italie ». **Officier de la Douane de Moselle**

Cette position incite à une surveillance accrue des forces de l'ordre et des Douanes en charge du contrôle des axes routiers. Cela tend également à garantir la disponibilité des substances, en assurant un flux conséquent d'approvisionnement aux usagers, même si les marchandises qui circulent ne sont bien évidemment pas majoritairement réservées à la seule région Lorraine. Notons également que cette accessibilité est plus ou moins importante en fonction des territoires (zones urbaines, péri-urbaines ou rurales, nous allons y venir dans cette partie).

Enfin, il convient de souligner les mutations vis-à-vis des législations actuelles du cannabis au Luxembourg et en Allemagne qui ont adopté une forme de légalisation du produit sous certaines conditions, et qui pourrait à l'avenir potentiellement influencer sa diffusion sur le territoire.

Une circulation des marchandises de plus en plus difficile à cartographier pour les forces de l'ordre

La circulation, l'acheminement et la livraison des stupéfiants induisent des trajets fortement aléatoires, volontairement variables et pas toujours clairement lisibles pour les forces de l'ordre. Comme l'expliquent ces transporteurs basés en Moselle, les détours de parcours sont fréquents pour brouiller les pistes :

« Moi je suis déjà descendu sur Lille. Parce que les hollandais, ils nous envoyaient là-bas pour récupérer notre commande, en général tu sais qu'on va te contacter tel jour, à tel créneau, mais tu ne sais pas où tu vas aller récupérer le truc, ça peut être sur Lille, Paris, etc. c'est fait pour brouiller les pistes ». **Usager-Revendeur en CAARUD**

Dans d'autres cas, le dealleur est obligé d'aller chercher le produit en dehors de la région, car les transporteurs ne s'y arrêtent pas :

*« Enquêteur : Comment les rendez-vous sont pris pour une commande par exemple de plusieurs kilos, c'est avec qui ?
Le grossiste, je traite avec lui. Par exemple, c'est lui qui va me dire, « À telle heure, tel jour. Je suis à Liège par exemple » Ou, par exemple, il va dire, « Je vais te l'envoyer. Il va venir chercher les commandes. Pour toi, pour untel, même. » De toute façon, t'as même pas à savoir. Des fois, moi, j'ai pas su. J'allais, par exemple, je montais sur Paris. Mais je suis déjà descendu sur Lyon. Parce que les hollandais, ils nous envoyaient là-bas pour récupérer notre commande.
Enquêteur : De Metz, vous pouvez aller chercher du matos à Lyon. Parce que le dealer hollandais livre à Lyon?*

Bien sûr. Parce qu'il fait un groupement de commandes. Et il envoie son mec sur Lyon. Il ne va pas s'arrêter à Metz. Il ne va pas s'amuser à prendre le risque de me déposer mon petit colis. Même mes 10 kilos à Metz ». **Un dealeur-transporteur basé à Metz**

Ces questions de circulations font l'objet d'une sorte de "jeu d'échecs" entre les logisticiens des réseaux de trafic qui empruntent ces axes et ceux qui les surveillent. On précisera toutefois que les saisies et les interceptions de marchandise sont également conséquentes dans la région, notamment sur l'A31⁹.

Nos entretiens laissent enfin entendre une intensification de situations de transport de marchandises plus ponctuelles et/ou de quantités moins importantes (un kilo de cannabis, ou 300 g de cocaïne par exemple), déployées par des dealeurs "indépendants", parfois dans une démarche dite de "one shot"¹⁰:

« Je travaille de plus en plus avec des gens qui font du "one shot", en gros ils veulent se faire un peu de thunes rapidement, ils connaissent des gens en demande, ou ils s'y mettent pendant un mois parce qu'il y a genre une opportunité de marché avec un mec qui vient de tomber ou une pénurie (..) donc ils me demandent un contact, une adresse, ou même que je les accompagne parce que je les connais (les grossistes) ». **Un dealeur-consommateur de Moselle**

« Ce qu'on voit ces 2 ou 3 dernières années, c'est davantage des profils de consommateurs ou de petits revendeurs. La plupart d'entre eux sont des locaux. Ils voyagent pour s'approvisionner pour leur consommation personnelle et pour revendre, mais pas dans des proportions très élevées ». **Un Officier de PJ de la Meurthe et Moselle**

Dans tous les cas l'ensemble de ces faits rendent la lisibilité du trafic bien plus complexe pour les forces de l'ordre :

« Globalement on a des trafics beaucoup plus difficiles à appréhender, du deal de rue moins visibles, des localisations de points de vente plus difficiles à observer et c'est lié à l'augmentation de la vente en appartements donc plus discrète ce qui complique la tâche des enquêteurs, On s'aperçoit que les petits trafics se multiplient avec des trafiquants seuls qui organisent leur petit trafic, ce n'est plus les gros réseaux de vente avec des gros approvisionnements de plusieurs dizaines de kilos mais une multitude de petits vendeurs ». **Officier chargé de la Police Judiciaire pour la Gendarmerie de Moselle**

Les lieux de deal dans la région

⁹ On soulignera sur ce sujet, l'opération, conduite conjointement par la gendarmerie et la police nationale, s'est conclue par l'une des plus importantes saisies effectuées de l'histoire de la Juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) de Nancy. D'importantes quantités de produits stupéfiants (cannabis et cocaïne) ont été saisies, pour une valeur estimée à près de 16,5 millions d'euros à la revente. Au cours des perquisitions, ont alors été saisis 1,5 tonne de résine de cannabis, 5,6 kilos d'herbe de cannabis, 53,4 kg de cocaïne, 458.000 euros en liquide, 17 véhicules, 6 armes et des « objets de valeur ». L'enquête laissait apparaître que ce réseau, organisé sur la région par des personnes particulièrement aguerries, disposait de plusieurs lieux de stockage et de logistique dans l'agglomération de Nancy et dans le département voisin des Vosges.

¹⁰ A savoir se fournir en produit et revendre ce dernier sur une courte temporalité, et sans toutefois s'installer dans une « carrière » de trafiquant

Au niveau des lieux « physiques » d'approvisionnement en drogues, on retrouve sur le territoire l'ensemble des modalités de trafic bien répertoriées par le réseau TREND : « Fours », « appartements », deal « de rue » ou « en contexte festif ». Au niveau des zones urbaines, plusieurs dizaines de « fours » sont présents sur la région, principalement dans les départements de la Meurthe et Moselle et de la Moselle, au niveau de Toul, Nancy, Mont St Martin, Briey, Pont à Mousson (Meurthe et Moselle), Thionville, Metz, Forbach, Behren les Forbach, Uckange et Guénange. Si plusieurs dizaines d'opérations « place nette » ont permis certains démantèlements, il est toutefois encore tôt pour jauger des conséquences à long terme de ces actions policières. On constate que l'élargissement des produits proposés par les des trafiquants se poursuit. En effet, il y a encore cinq ou six ans, chaque dealleur (ou « tête de réseau ») pouvait avoir sa spécialité, comme le cannabis ou cocaïne, mais rarement les deux. Aujourd'hui, les organisations trafic sont nombreuses à proposer une offre plus « multiproduits » :

« On voit une très grande banalisation de la consommation de stupéfiants sur toutes les tranches d'âge et qu'on retrouve d'ailleurs dans la géographie du trafic de stupéfiants. Maintenant, et ça ce n'est pas nouveau, sur tous les points de deal qu'on connaît, on retrouve du cannabis, de l'héroïne et de la cocaïne, c'est assez net alors qu'il y a quelques années, les réseaux étaient bien plus séparés ». **Cheffe de la sécurité départementale de la Moselle**

Cette offre « multiproduits » permet aux usagers de fréquemment « découvrir » de nouveaux produits, ce qui peut avoir pour effet de favoriser les poly consommations :

« J'ai découvert comme ça (la cocaïne), je lui prenais beaucoup de beuh, parfois des ecsta, et une fois il me file un G de coke comme ça, qu'est-ce que tu veux, je l'ai pris et j'ai dit merci, j'ai testé avec des potes, ça m'a plu et c'était parti ». **Un Jeune consommateur de 19 ans Etudiant**

Les livraisons à domicile toujours très sollicitées

Le phénomène de livraison de drogues à domicile continue également d'être particulièrement mobilisé pour qui souhaite s'approvisionner. Autant évoquée dans les CJC, le milieu festif, le rural ou dans les CAARUD, il est désormais établi que cette forme d'approvisionnement prend une place considérable. Avoir un compte sur Snapchat ou Telegram® permet de plus en plus d'accéder à des produits dit de qualité et livré rapidement. Ceci s'accompagne de stratégies marketing « agressives » de la part des réseaux de trafic. Comme pour les points de vente physique, l'offre de drogues sur les réseaux sociaux est large :

« Sur ces snap tu trouves de la coke, avec de la kétamine et du cannabis. Alors que ça, avant, c'était hyper... Distinct. C'était très distinct. Ça permet de faciliter l'accès à des produits auxquels on ne penserait pas si on va s'approvisionner en cannabis, par exemple. Et ça, c'est vraiment une tendance de l'après-confinement assez forte. Oui, moi, c'est ce que je me suis dit, c'est que depuis le Covid, il y a ce truc-là. (...) Donc, effectivement, même si peut-être que tu te dis que tu viens juste pour du shit ou quoi, peut-être que ça peut être tentant, justement, de prendre ce truc-là. C'est pas mal testé, c'est plus facile, c'est plus agréable, c'est plus simple. L'accès est plus... facilité ». **Lycéen de 18 ans, fréquentant une consultation jeune consommateur (CJC)**

« C'est également très offensif dans le démarchage des clients avec des offres promotionnelles, des offres de fidélité, des petites pochettes avec un packaging très coloré, amusant et qui cherche la fidélité client et proposition de livraison sur les départements alentours ». **Officier de PJ de la Meurthe et Moselle**

L'approvisionnement dans les départements marqués par la ruralité : les cas des Vosges et de la Meuse

Nous proposons ici de nous focaliser sur les territoires de la Meuse et des Vosges, leurs caractéristiques et spécificités au regard des questions d'approvisionnement. On constate que ces territoires sont de plus en plus investis par des organisations de trafic basés à Nancy et Metz. Dit autrement, les consommations s'avèrent suffisamment élevés pour motiver les trafiquants de zones urbaines à s'y intéresser.

Le trafic d'héroïne en Meuse de plus en plus géré par les trafiquants des départements limitrophes

La Meuse reste toujours un département particulièrement dynamique concernant la circulation de l'héroïne. Ce territoire est connu pour être pauvre en perspectives d'insertion professionnelles, en activité, offrant peu d'accès aux services (médicaux, sociaux, etc.) notamment pour les jeunes. De plus, un « effet de proximité » entre usagers tend parfois à faciliter la consommation d'héroïne :

« Les gens sont habitués à voir des gens avec ce problème, d'une certaine manière y'a un seuil de tolérance là-dessus, enfin je veux dire que chacun peut avoir quelqu'un dans son entourage qui consomme de l'héroïne ici ». **Officier de Police de la Brigade de la Meuse**

Par ailleurs, si avant la crise sanitaire liée au COVID-19 l'offre s'inscrivait dans des « petits trafics » locaux, les informations récoltées cette année montrent que – attirés par cette clientèle importante – les trafiquants des départements limitrophes tendent de plus en plus à s'implanter dans la Meuse :

« Auparavant la grande partie de l'approvisionnement c'était les gars du coin, ils faisaient quelques allers-retours ponctuels à Maastricht, ils prenaient 100 grammes et ça dépannait un peu ». **Officier de Police de la Brigade de la Meuse**

Désormais, l'offre semble majoritairement approvisionnée par les grossistes d'autres départements, auxquels il faut également ajouter la Marne (Reims), voire la région parisienne. Des dispositifs éphémères dits de « bendo » se diffusent sur le territoire, comme l'explique cet officier de Police :

« Les réseaux se professionnalisent depuis quelques années, avec des trafiquants venus de Metz ou Nancy pour ouvrir des succursales en Meuse. Il s'agit d'un trafiquant qui ne consomme pas. Il recrute un relai consommateur pour monter un bendo (la personne met à disposition du gérant son appartement contre des doses, ou peut également le forcer). (...) On a des mineurs impliqués dans ces trafics, des mineurs qui viennent de Metz, ils suivent le produit jusqu'au client. Les réseaux prennent moins de risques avec eux, ils ne risquent pas grand-chose en cas d'interpellation, c'est une stratégie des plus gros ». **Officier de Police de la Brigade de la Meuse**

Cette stratégie a également pour effet d'assurer un prix très bas du produit (parfois dans les 10 euros le gramme d'héroïne par exemple), mais également de le rendre de plus en plus accessible.

« Au niveau local on remarque une augmentation des trafics à domicile dans des appartements y compris dans des zones rurales voire très rurales. Les gens qui habitent dans des zones plus reculées se déplacent moins c'est peut-être lié à notre action notamment sur les contrôles routiers ». **Officier de Police de la Brigade de la Meuse**

Les Vosges, un trafic plus « éclaté »

Le trafic dans les Vosges peut être qualifié d'« éclaté » car la clientèle potentielle de ce territoire est très inférieure à celle de métropoles comme Metz ou de Nancy et leurs alentours. De par sa géographie (principalement un territoire peu peuplé, montagneux, peu desservi par des axes routiers importants) et ses spécificités démographiques (faiblesse du tissu urbain, population « vieillissante », répartition des habitations fragmentée au niveau du territoire), les Vosges voient des logiques d'approvisionnements et de circulation des marchandises plus modestes s'établir. Il est par exemple plus compliqué pour un dispositif de type « Livraison à domicile » de couvrir le département (petites routes, zones blanches, regroupement de consommateurs rares). La disponibilité des produits se concentre alors sur les communes de St Dié, d'Epinal (ou à une plus petite échelle de Mirecourt), plus peuplées, qui comptent de nombreux consommateurs selon nos entretiens. Plusieurs saisies réalisées localement ont pu être notifiées. Notons que leurs valeurs en termes quantitatifs sont systématiquement plus « modestes », que celles effectuées en Moselle ou en Meurthe et Moselle.

Par ailleurs, là encore, dans ce contexte globalement rural l'importation de produits d'un autre département voisin n'est pas rare. Certains consommateurs se voient également contraints à se déplacer pour s'approvisionner :

« Les grossistes des quartiers des grandes villes de la région envoient des dealers de plus en plus jeunes pour approvisionner les usagers dans les Vosges, sur les points de deal (Epinal, St Dié) on a des mineurs, c'est pas nouveau, c'était déjà relevé en 2022 mais on voit bien que cette tendance est toujours d'actualité. Après on voit aussi que dans les Vosges, les consommateurs se déplacent plus souvent que les dealers (sur Nancy notamment), l'inverse est plus rare ». **Commandant de la sureté d'Epinal**

Il arrive également que certains trafiquants qui ne sont plus les bienvenus dans leur département d'origine se rabattent sur les Vosges, suite à de précédentes interpellations ou à d'autres incidents (dénonciation, « perte de marchandise », etc.). Ces personnes officieusement « interdites de territoire » sont alors dans l'obligation de poursuivre leur activité dans un département limitrophe, où l'offre est moins établie, comme c'est le cas sur la commune de Mirecourt par exemple :

« Alors il y a deux consommateurs qui nous disaient qu'apparemment les grossistes, semi-grossistes viennent sur Mirecourt vendre de la cocaïne.

Ils viennent d'où ?

De Nancy. Nancy. Les mecs, ils disent qu'en fait ceux qui viennent des grandes villes comme Nancy ou Metz vendent dans les petites communes. Oui. En fait c'est parce qu'ils se font virer des communes de Nancy, ils sont grillés à Nancy par des plus gros dealers qui leur disent : "ici c'est mon territoire, tu dégages". Donc ils sont obligés de se rabattre sur les Vosges et sur les petites communes. C'est ce qui se dit. Ok. Il y en a un qui était... Il avait déjà fait 17 ans de prison, il avait essayé de s'installer à Nancy et en fait il s'est fait virer de Nancy et c'est comme ça qu'il serait arrivé à Mirecourt ». **Un travailleur social dans un CAARUD**

Autres particularités d'approvisionnement en milieu rural : logiques de stockage et recherche de Substances indétectables

Les déplacements en milieu rural à des fins personnelles ou professionnelles reposent largement sur l'utilisation de la voiture. Cependant, certains endroits font l'objet de contrôles salivaires très fréquents ou systématiques. Dans ce contexte, de nombreux consommateurs tentent de s'adapter tant bien que mal à cette situation. Un usager-revendeur décrit effectivement deux façons d'y réagir :

l'une consiste à substituer certains produits par d'autres moins ou pas détectables, et l'autre, plus radicale, consiste à éviter autant que possible de prendre la voiture et de limiter les déplacements :

« En fait y'a maintenant 2 profils : soit ils prennent tous les trucs qui ne se détectent pas en commandant sur le web¹¹, alors ça va être du 1cp LSD¹², des cannabis de synthèse, des truffes, etc., et de la coke aussi parce que ça part assez vite, soit ils ont carrément lâché l'idée de se déplacer en voiture, ils se font livrer et ils ne bougent plus de leur village, donc ça a clairement pour effet de renforcer leur isolement ». **Un travailleur social en CAARUD des Vosges**

On constate alors le potentiel effet de sédentarisation des consommateurs en milieu rural développé par des usagers probablement déjà condamnés par la justice, et qui préfèrent ne plus prendre de risques au dépend du fait de se déplacer pour par exemple travailler ou se sociabiliser. L'autre effet de cette tendance se situe au niveau des quantités d'approvisionnement, dans le sens où certains consommateurs tendraient à s'assurer un stock conséquent de produit pour limiter les situations d'approvisionnement.

« Ils prennent plus, de grosses commandes, parfois un mec il va prendre 100 grammes de coke et il zone avec trois mecs et il leur fournit, donc en gros tu te retrouves avec 4 mecs qui ont rien à foutre de leur journée, qui se déplacent pas et qui se retrouvent avec tout ça à taper, pareil pour l'herbe, quand ils viennent c'est pour un kilo, ils me demandent généralement de leur mettre 2 ou 3 variétés différentes pour pas saturer sur la même weed et voilà ». **Un dealleur intervenant en milieu rural**

Les livraisons par voies postales semblent de plus en plus exploitées

D'après nos entretiens réalisés auprès des trafiquants et des forces de l'ordre, la mobilisation de la livraison postale semble s'intensifier en 2023. L'accroissement de ce phénomène de commandes (« deep web », « dark web », site web étranger) peut être mis en lien avec la tendance actuelle d'expansion des livraisons de biens de consommations courants à domicile. L'afflux des colis a pour effet de réduire l'efficacité des contrôles. Les moyens mis en place pour les effectuer ne sont pas proportionnels aux flux qui croissent continuellement, ce qui profite aux trafiquants.

Les usagers qui souhaitent se faire livrer par voie postale emploient une gamme de précautions diverses, tantôt en payant par cryptomonnaie, tantôt en modifiant leurs identités. Certains encore ne prennent aucune précaution, et donnent directement leur nom et leur adresse, lorsqu'il s'agit de petites quantités et/ ou que les consommateurs pensent ne pas risquer grand-chose :

« Donc, lui, il achète, parce que lui, il touche un peu le Darknet. Il se le fait livrer à la maison, avec son nom, son prénom, son adresse. Il est au courant un peu de la loi. Il me dit : « moi, tant que je ne touche pas le colis qu'il y a dans ma boîte aux lettres, même si la police vient, je n'ai rien à me reprocher ». Donc, il est au courant de ça. (...) Il n'y a plus beaucoup d'argent liquide qui tourne, quand même, je trouve, pour les produits pour se procurer. Oui, il y a beaucoup de crypto maintenant. C'est beaucoup de crypto, c'est beaucoup d'achats par Internet, et c'est beaucoup de troc ». **Un intervenant RDR en milieu festif à propos du trafic**

¹¹ Nous revenons sur le phénomène de commande sur le web plus bas, et notamment des produits moins « classiques » comme le 1CP LSD ou les truffes.

¹² Le 1cpLSD est une molécule analogue au LSD25 (elle se synthétise en LSD25 après ingestion) développée pour « contrer » l'interdiction de la molécule originelle, elle est désormais interdite en France. Nous y revenons plus bas.

« Pour la livraisons, je me prends plus la tête, c'est chez moi avec mon adresse (...) avant il y'a quelques années oui je faisais plus gaffe , je donnais un faux nom, je me faisais livrer chez mon grand-père, ou d'autre trucs, mais là y'a tellement de colis je veux dire, y'a plus de colis qui circulent que d'habitants sur Nancy.... au pire je me prends une amende, un rappel à la loi ou je ne sais quoi, mais je ne pense pas avoir un régiment de chtars (policiers) qui vont débarquer chez moi pour 10 taz et 20 cachetons de MDMA » **Un consommateur sur Nancy, 28 ans, en emploi**

D'autres peuvent utiliser différents subterfuges qu'il conviendrait d'analyser en détail et sur le long terme. Cet extrait montre par exemple qu'il est possible d'utiliser la boîte aux lettres d'une société qui aurait mis la clé sous la porte, par exemple dans une zone d'activité économique, en attendant que les bâtiments soient repris :

« Tu peux aussi monter une boîte aux lettres quelque part, un logement vacant, un logement abandonné etc., il suffit d'un peu d'imagination pour moins prendre de risque et surtout pas en faire prendre aux autres à leur insu (...) genre dans une zone commerciale, tu habitues le facteur avec des courriers à blanc, ça permet de voir aussi si les courriers arrivent, et là c'est parti tu fais ta commande ». **Un consommateur sur Nancy, 28 ans, en emploi**

Les services de livraison (UPS, Mondial Relay, Chronopost, etc.) ont également pour mission de contrôler les colis qui leurs sont confiés, toutefois nos entretiens illustrent l'existence d'un certain laxisme, variable selon les enseignes. A ce sujet Mondial Relay semble être mobilisé par un certain nombre de personnes. Ces dernières ont repéré des failles de contrôle qui les incitent à commander des produits via un dealer/fournisseur (sans passer forcément par une plate-forme) parfois établi à l'étranger ou dans une autre région :

« En ce moment, ce qui fait fureur, c'est de se faire livrer par M R. Parce que M R, c'est un réseau de distribution de colis, et en fait, eux, normalement, ils doivent caler les produits pour savoir ce qu'il y a dedans, si c'est pas de la drogue, des armes, etc. Et eux, ce qui l'intéresse, c'est de faire un maximum de bénéfices, de chiffres à l'affaire. En vrai y a peu très peu de contrôle, et maintenant les gens le savent on le sait et on passe beaucoup par ça. La dernière fois un pote il s'est fait livrer trois fois 300g de beuh de Californie, direct de là-bas. Chaque fois c'est passé à la borne tranquille il récupère, et ça marche pour tous les produits ». **Un Consommateur de 50 ans milieu CAARUD à Nancy (ancien revendeur)**

Au niveau des sites de commande, si le dark web et le deep web sont encore mobilisés, les livraisons peuvent également se faire de « dealer à particulier », en jouant sur les probabilités (plus grandes) que le colis ne soit pas intercepté :

- « Non ça passe pas forcément par des sites ou du Dark web, t'as des clatz (dealers) ils envoient comme ça, toute façon lui son nom on le donne pas il ne fait qu'envoyer*
- *Mais ça se passe comment il peut arnaquer non ?*
Non il a pas de raison parce que si ça se passe bien après l'autre revient, enfin quand t'es sûr de ton produit tu peux fonctionner comme ça, les mecs ils s'envoient des snaps quand c'est mis dans la boîte et quand c'est récupéré l'autre paye, ou ça peut se faire où tu donnes la moitié avant la livraison et l'autre quand elle est reçue.
 - *Mais si c'est intercepté ?*
Bah ça c'est aux risques du mec qui se fait livrer si c'est intercepté bah c'est dommage collatéral et l'autre peut rembourser ou re livrer, parce qu'ils ne sont pas à ça prêt, je veux dire un colis perdu, tant pis tu rembourses, mais généralement y'a pas ces problèmes ». **Un dealer exerçant sur Metz**

Il arrive néanmoins que certains colis/lettres soient intercepté(e)s comme en témoigne cet officier de la Douane :

« Cette année on a fait de nouvelles constations sur le fret express, on voit vraiment des colis en tout genre, un peu toutes les drogues, (...) ce sont des achats directement sur des sites spécialisés mais aussi des envois d'un dealer à un consommateur ». **Officier de la Douane de Moselle**

Des circuits d'approvisionnement de Substances Psychoactives « semi légaux » ou « hybrides » via des sites hollandais

Nombreux sont les usagers déclarant se fournir sur des sites hollandais où l'exportation (depuis ce pays) de certains produits est légale sur le territoire européen (même si les produits « reçus » par les consommateurs peuvent être interdits dans le pays de destination). Nous avons qualifié cet approvisionnement de « semi-légal », dans la mesure où il existe un flou juridique autour de la légalité des commandes (les graines de cannabis par exemple sont légales tant qu'elles ne sont pas mises en culture, certaines molécules chimiques également car pas encore interdites, quand d'autres produits ont été récemment classés comme stupéfiants : HHC, Kratom, 1CP LSD, etc.).

S'ils ne proposent pas les principaux produits interdits (cocaïne, Héroïne, Cannabis) ces sites ont un intérêt évident pour les consommateurs :

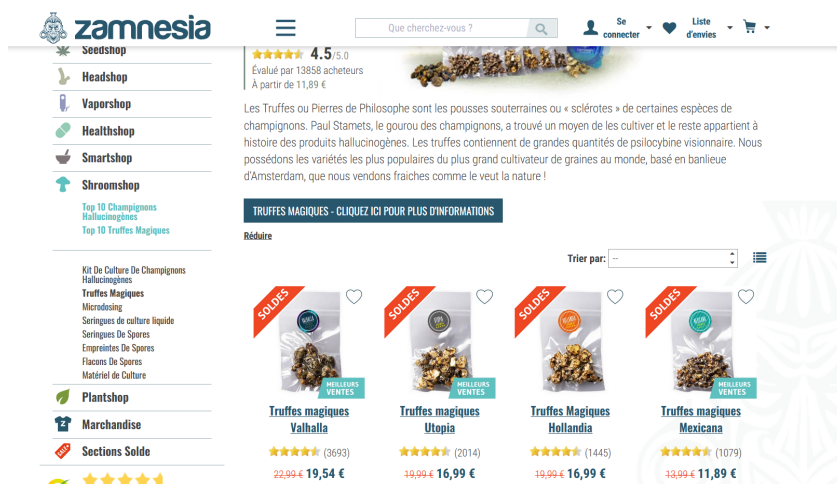
- Obtenir simplement et rapidement (les délais sont généralement d'une semaine entre la commande et la livraison), des produits psychoactifs dans un cadre semi légal. Ces sites affirment que l'exportation de leurs produits est autorisée en Europe, ce qui peut être trompeur pour les acheteurs qui une fois la commande réceptionnée se retrouvent en possession de substances illégales et/ou récemment interdites dans leur pays (1CP LSD, Kratom¹³).
- Découvrir de nouveaux effets, de nouvelles substances dans un cadre de livraison « safe », sachant que ces sites semblent fréquentés par des milliers d'utilisateurs (ce qui rassure le consommateur). De plus, bon nombre de produits vendus ne se trouvent pas systématiquement, voire jamais, sur le marché de rue (nous n'avons pas par exemple entendu de « ventes » de truffes de psilocybine¹⁴ sur la région, mais bien plus de « commandes sur sites »).
- Obtenir des SPA pour ensuite les revendre plus chers, etc.

¹³ Le kratom est une substance produite à partir d'une plante appelée *Mitragyna speciosa* endémique en Asie du Sud-Est ou cultivée dans d'autres pays. Cette plante renferme des alcaloïdes aux propriétés opioïdiques, associés à une action noradrénergique et sérotoninergique. Elle est interdite en France depuis fin 2019. Les feuilles peuvent être mâchées, fumées, ingérées sous forme de capsules et d'extraits, ou en infusion, ou fournies sous forme séchées, broyées ou réduites en poudre. Le kratom à petites doses (1-5 g) a des effets psycho-stimulants, à des doses plus élevées (5-15 g), il se comporte comme un opioïde avec des effets analgésiques, et à des doses très élevées (plus 15 g), comme un sédatif. Les consommateurs de kratom signalent, après une prise massive, rapidement une hypervigilance, une capacité de travail accrue et parfois un désir sexuel plus intense.

¹⁴ Les truffes de psilocybine procurent sensiblement les mêmes effets que les champignons hallucinogènes, Elles ne sont pas interdites en Hollande et en dessous d'1,5 G de produit la prise est considérée comme du micro-dosing. Pourtant des effets relativement marqués peuvent être ressentis « proches d'un bon joint d'herbe », selon certains consommateurs du site. Entre 3 et 6g des effets assez intenses peuvent être ressentis, et au-delà de 8ou 10G les effets peuvent être particulièrement puissants, durant un laps de temps de 2 à 5 heures environ.

- Certains enfin « surfent » sur la vague actuelle dite du « micro-dosing ». Cette pratique consiste en l'absorption de drogues – notamment de LSD ou de psilocybine, voire d'autres substances (cannabis, MDMA, Kétamine, voire cocaïne) - en très petites quantités¹⁵. Cette démarche peut être présentée comme une pratique « thérapeutique », alternative à la médecine chimique traditionnelle sur les questions de santé mentale. Les produits vendus sous forme de « micro-doses » peuvent toutefois être consommés en plus grandes quantités dans une visée « récréative » ou/et d'une recherche d'effets psychédéliques.

Trois sites web reviennent fréquemment dans les entretiens. Le plus connu est Zamnesia, au design convivial, très fréquenté et spécialisé dans la vente de graines de cannabis, kit de culture de champignons hallucinogènes, truffes de psilocybine, LSA¹⁶ ou encore de Kratom et d'accessoires divers : mélanges de vitamines orientées pour les usagers de SPA, goodies sur le cannabis, feuilles à rouler, etc. Au-delà de ce commerce, le site propose également une multitude d'articles à lire sur les substances, les tendances et même les questions de réduction des risques. Prônant un aspect « communautaire » et un rapport aux drogues « responsable », « fun » et « réfléchi », ce site est une référence pour bon nombre de consommateurs de substances diverses. Dans nos entretiens les truffes de psilocybine constituent un produit fréquemment sollicité et souvent évoqué en entretiens avec les consommateurs.



Description des truffes (ici en soldes) et exemples des packs vendus par le site (sources : site Zamnesia)

Le site « professor NL¹⁷ » possède lui un design beaucoup moins esthétique, on y va plus directement à l'essentiel. Il vend sous formes chimiques diverses (poudre, pilules, substrats, etc.) une multitude de molécules psychoactives diverses et variées : benzodiazépines, cathinones, lysergamides, nootropiques ou encore cannabinoïdes de synthèse. Leur particularité est qu'elles sont légales en

¹⁵ BIANCARDI Vittorio, « La recherche sur les micro-doses de substances psychédéliques. James Fadiman, Sophie Korbe et les « micro-doses » », *Chimères*, 2017/1 (N° 91), p. 139-148. DOI : 10.3917/chime.091.0139. URL : <https://www.cairn.info/revue-chimeres-2017-1-page-139.htm>

¹⁶ Le LSA, Acide Lysergique Amide ou ergine, est un produit psychoactif découvert à l'état naturel plus tard et sa présence est connue dans les graines de Belle De Jour (aussi appelées "Morning Glory"), d'Ololiuhqui (Rivea corymbosa) et de Bois de Rose Hawaïen (Argyreia nervosa). Chimiquement, elle est connue comme LA-111 ; c'est un alcaloïde ergoline. Comme c'est un précurseur du LSD, la structure chimique du LSA et celle du LSD sont similaires. Bien qu'actif avec des doses en microgrammes, le LSA n'est pas aussi puissant que le LSD synthétisé et les effets présentent des caractéristiques distinctes. Sur le marché noir, le LSA est souvent vendu à la place du LSD (comme il est plus facile à obtenir). La plante Morning Glory est la meilleure source connue de LSA et ses effets sont connus des tribus indigènes depuis longtemps.

¹⁷ <https://professor.nl/fr/clients-internationaux/>

Hollande mais parfois également dans d'autres pays. Le site joue autour de ces questions de flou juridique : Il déclare vendre ces molécules pour des tests scientifiques (leur logo prend la forme ludique d'un professeur de chimie dessiné) tout en affirmant que certaines seront « prochainement interdites ». Il y est enfin mentionné que ces produits ne seraient pas « adaptés » à la consommation humaine.. Un exemple des problématiques liées à cette circulation de ces molécules psychoactives a été relevé dans nos investigations lors d'une discussion avec une association de prévention. Ici, les effets du produit – de la 3ME0PCP¹⁸ - semblent particulièrement intenses :

« De la 3 ME0PCP, on a découvert ça dans les soirées en discutant avec les gens sur les produits chimiques... »

Enquêteur : Quels sont les effets de ce produit ?

JK : Au niveau des effets, tu alternes toutes les 25 secondes à peu près pendant 6 heures une énorme descente de Kétamine et une énorme montée de MD et tu ne fais que ça, tu fais yoyo...

Enquêteur : Ça se trouve où ?

JK : Il y a un mec qui en achète en gros sur internet « professor machin »¹⁹ et il vend dans les soirées et depuis... ça fait 3 mois qu'on en voit à toutes les teufs...

Enquêteur : Sous quelle forme ?

LM : C'était en ingéré, c'était sur comprimé et les mecs, ils ressentent des grosses montées toutes les 30 secondes. Toutes les 30 secondes !!!

JK : Je ne sais pas exactement ce que c'est.... Je ne veux pas dire des conneries mais je sais que c'est dissociatif. C'est considéré avec des fonctions stimulantes, mais en même temps, les mecs qui nous font un feedback après relèvent pas cette notion-là. C'est encore assez peu connu mais ça commence à arriver pas mal... » **Intervenants dans une association de prévention/RDR en milieu festif**



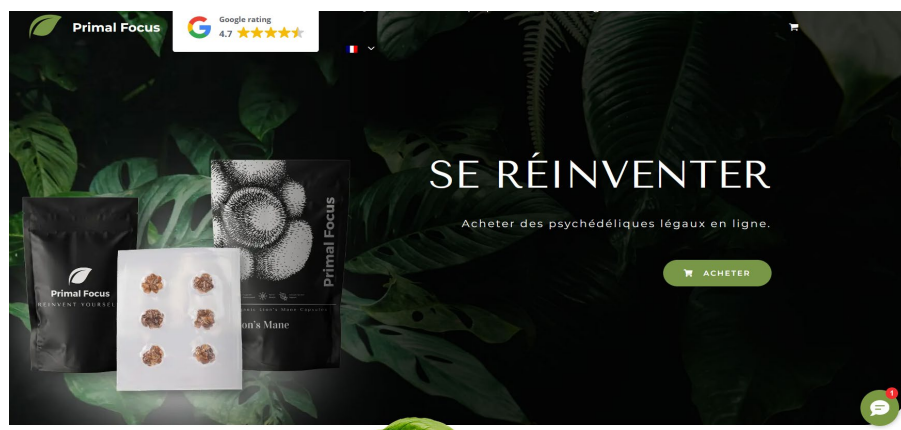
Capture d'écran du site, ici si l'argument de vente est « scientifique », l'ensemble des substances vendues (voir les catégories en haut de la photo) sont toutefois des SPA dont des effets particulièrement puissants ont été recensés. Les 5 étoiles liées à la satisfaction des commanditaires sont également clairement mises en avant. (Sources : le site Professor.NL)

Enfin, le site « Primal Focus » se dit plus spécialisé autour du bien être psychique. On peut y lire par exemple le slogan « se réinventer » sur la page d'accueil. Le micro-dosing de 1CP LSD est sensé apporté au consommateur une amélioration du stress, de la concentration, de la productivité, de l'humeur, etc. Il vise une clientèle plus « branchée » et surfant sur la vague actuelle du micro-dosing. Les produits phares y sont le 1CP LSD (Molécule légale en Hollande qui se synthétise en LSD dans

¹⁸ Le 3-MeO-PCP est une molécule de synthèse aux propriétés dissociative et hallucinogène de la famille des arylcyclohexylamines

¹⁹ Sur le site Professor NL, la molécule est vendue entre 30 et 50 euros le gramme selon les quantités commandées.

l'organisme après ingestion), les truffes de psilocybine, mais également d'autres champignons légaux et « bien-être » comme le Lion's Mane.



Page d'accueil du site, avec ses 3 produits « phares » : 1cp LSD, truffes de psilocybine pour micro-dosage (le site vend également des « macro-dosages ») et le Lion's Mane, légal et non psychoactif, mais supposé « interagir positivement » avec les truffes). Sources Site Primal Focus

Les prix des produits proposés sur ces sites sont relativement accessibles (il faut y ajouter généralement une vingtaine d'euros de frais de port). On trouve par exemple 15G de truffes entre 10 et 20 euros sur Zamnesia (le pack de micro dosage de 6x 1G à 13 euros est toutefois plus mobilisé car il permet un meilleur stockage, sachant qu'une fois les truffes ouvertes, ces dernières sont à consommer sous 24 heures). Les graines de cannabis sont entre 5 euros et 35 euros pour les variétés F1²⁰. Le Kratom oscille entre 15 euros pour 20g de poudre et 75 euros pour la solution en gouttes la plus forte. Pour 10 euros de LSA on peut se procurer de quoi faire 2 ou 3 « Prises/trips », etc. Primal Focus propose 30 micro doses de 1CP LSD pour 32 euros. Professor NL vendra 5 grammes de 2MMC pour 50 euros, etc.

L'ensemble de ces sites proposent, lorsqu'on les associe, une gamme assez large de produits, tantôt interdits en France (comme les truffes de psilocybine par exemple) tantôt dans un flou juridique, lié au développement de molécules de synthèse aux propriétés analogues à d'autres et qui ne sont pas encore classées comme stupéfiants. Ces sites permettent également d'une certaine façon de s'émanciper des dealers, lorsqu'un consommateur souhaite une expérience avec des psychédéliques, ou recherche un produit psychoactif particulier :

« En fait je vais là-dessus, parce que bon le LSD vendu par des dealers, j'ai pas forcément confiance en ce que c'est, là on est sûr des truffes, c'est naturel, tu vois tout de suite si elles sont comestibles, tu sais grosso modo ce qu'il y a dedans ». **Consommateur de 27 ans adepte du site Zamnesia**

« Alors perso moi ce site j'adore, en fait j'étais assez fan de prendre des petites doses de LSD, ça me cramait pas et je trouvais ça intéressant comme délire. Du coup ma sœur m'avait filé deux buvards qu'elle a chopé sur le Dark web, mais bah au bout d'un certain temps j'avais plus rien, et pour moi genre trouver du LSD, je sais pas trop, j'ai pas le réseau et je ne vais pas m'amuser à transformer mon argent en bitcoins pour pécho de la drogue (rires). Mais au final j'ai eu des pubs qui s'affichaient sur mon ordi, c'était pour des trucs comme ça. Je suis

²⁰ Les F1 sont des graines dite d' « autofloraison » à « haut rendement » en termes de production, de fiabilité et de qualité, plus chères néanmoins.

allé voir et là on me parle des truffes de psilocybine, je connaissais pas, je vois que le site est hollandais mais genre bien bien fréquenté quoi, une multinationale de la défonce genre. Donc je vois des gammes de truffes, etc. 5 jours après je reçois le truc, j'ai pris 2 grammes genre, et là vraiment nickel quoi, effet super cool, incroyable aussi bien qu'une petite dose de LSD. (...) ça fait bien 3 ans que j'en commande régulièrement et je peux te dire que j'ai jamais eu un stress. Ils ont du Kratom aussi, vraiment du bon kratom j'en commande aussi si t'en prends un peu ça donne la pêche et si t'en prends plus t'es posé tranquille ». **Consommateur-Revendeur 36 ans, fréquentant le milieu festif**

« En fait, le site ils disent vendre de la matière première pour des recherches en chimie, mais t'as que des molécules qui défonce, cathinones, levargamides, cannabinoïdes de synthèse, 2MMC, etc. La qualité est dingue enfin si t'es branché sur du chimique, mais je veux dire même si t'aimes genre que la weed je peux te trouver un truc qui va te détendre pareil. Si tu deales genre en teuf avec ça tu fais fortune rapidement enfin moi ça m'aide bien (...) bon après faut tester aussi parce qu'ils ont une telle gamme et puis ils te mettent genre quand le produit va être bientôt interdit en Hollande, alors ça c'est aussi un gage de qualité, parce que tu sais que si ils se sont penchés sur la question. C'est dangereux aussi, mais généralement je teste ce que je vends, enfin pas à des grosses doses et heureusement parce que dès fois y'a des trucs mais genre c'est fort de chez fort quoi !! (...) et du coup je peux vraiment m'adapter à ce que veut la personne, tu veux être posé, speed, halluciné...

Enquêteur : Mais quand tu vends tu leur dis ce que c'est ?

Non mais ça fait le même effet, le 1CP LSD c'est un des trucs que je vends le plus, ça se synthétise en LSD25 dans le corps donc c'est vraiment très proche, mais ouais je dis que c'est du LSD, je m'en fout un peu à vrai dire. Les mecs ils veulent du prod je leur file du prod, mais jamais un truc totalement inconnu non plus ». **Dealeuse-Consommatrice 40 ans, fréquentant le milieu électro**

« Le LSA, c'est vraiment une de mes meilleures expériences psychédéliques, vraiment un effet de plaisir intense, ça marche très bien, c'est vraiment pas cher (...) pour 5 euros tu fais deux trip ». **Consommateur de psychédéliques et client du site Zamnesia 27 ans**

La découverte de ces sites s'opère par le bouche à oreille, via des recherches web ciblées, ou encore de par un hameçonnage produit par les sites mêmes. Effectivement les personnes habituées aux recherches web - sur les produits psychoactifs, les effets, les drogues, etc. - se retrouvent parfois « ciblées » par des publicités qui les mettent en lien avec des sites de ce type. On notera par ailleurs que, même si un flou juridique est établi, les consommateurs pensent généralement ne pas « risquer » grand-chose au niveau de la loi, lorsque les commandes sont de petites quantités, tout en bénéficiant de modalités de livraison fiables et qui semblent poser très peu de soucis.

« J'ai dû commander 20 fois en 2 ans, mes potes aussi, ma copine, on n'a jamais eu un stress, ils ont même un service après-vente super, ils te remboursent au moindre stress. J'avais des graines qui n'ont pas pris ils m'en ont renvoyée ». **Un client du site Zamnesia consommateur-cultivateur**

Ainsi, sans être une source d'approvisionnement « majeure » sur le territoire on notera que la mobilisation de ces sites et leurs produits intéressent de plus en plus certains consommateurs plutôt chevronnés et avertis, voire encore d'autres personnes aux motivations plus tournées vers l'auto-thérapeutiques (micro-dosing). On retiendra également que les produits qui s'y commercialisent sont parfois dits « forts » en termes d'effets psychoactifs et que les connaissances scientifiques et en

addictologie sur leurs effets et conséquences sont également très hétérogènes selon les produits commandés²¹.

La mobilisation de ces dispositifs de vente est donc à considérer comme une véritable « tendance récente » qu'il sera intéressant d'approfondir à l'avenir. Elle permet autant un accès à des produits peut être plus à la marge des SPA qui sont majoritairement consommés actuellement (cannabis, Cocaïne, voire Kétamine) tout en offrant à ses adeptes un sas d'autonomisation vis-à-vis des circuits de deal traditionnel.

Une culture locale de l'herbe de cannabis qui s'intensifie

Dans la continuité de la partie précédente, on note également une tendance croissante à la culture de cannabis. Selon nos données, cette intensification semble concerner à la fois les modalités de production dites « modestes » destinées à un usage personnel et les opérations à grande échelle des trafiquants « grossistes ».

« Ce qu'on observe c'est que le nombre de culture indoor a tendance à augmenter. Des cultivateurs qui font pousser leur production pour eux et pour leur entourage proche, certains peuvent aussi vendre dans des quantités plus importantes, on a vraiment de tout à ce niveau-là ». Officier chargé de la Police Judiciaire pour la Gendarmerie de Moselle

Ces faits sont le fruit de plusieurs facteurs. Il y a encore quelques années l'herbe dite « autoproduite » (appelée communément dans le jargon comme de la « locale ») jouissait fréquemment d'une mauvaise réputation :

« Avant au niveau de l'aspect, de l'odeur, du goût et je te dirais encore plus parce que c'est ça qui est important, au niveau de l'effet c'était vraiment pas top ce qui se faisait genre en culture à domicile (...) bon t'en avais toujours quelques-uns qui avaient vraiment la main verte, les bonnes graines tout ça, mais faut quand même dire que généralement c'était de la m... ». Consommateur-Revendeur

Aujourd'hui, il semble que le phénomène de rationalisation²² de la culture du cannabis, permette de rendre la production à la fois bien plus facile et de bien meilleurs rendements en termes de THC et de quantités produites :

« Les graines de « Nothern Light » par exemple, elles sont très simples à faire pousser en extérieur vers la fin du printemps, en trois mois t'as un truc vraiment sympa avec un entretien quasi nul, bon pour de la grosse prod (production) c'est bien évidemment pas ça qu'on va prendre, parce que t'as pas un rendement phénoménal, la plante elle fait moins d'un mètre, mais pour une conso à l'année t'en plantes 3 ou 4 et c'est bon ». Consommateur-cultivateur

Ainsi, cette stratégie de commercialisation liée à la vente et à la production de graines, notamment via de nombreux sites web (voir la sous-partie précédente), ainsi que la circulation accrue des

²¹ La recherche scientifique sur les SPA possède par exemple certaines références sur la dangerosité ou les effets des truffes de psilocybine, mais beaucoup moins sur les analogues de synthèses.

²² Nous empruntons ici le terme de « rationalisation » au sociologue Max Weber, expliqué de façon synthétique ce phénomène induit d'inclure de la scientificité, de la prévisibilité, de la technicité, du calcul ou encore une recherche de cohérence dans des activités humaines contemporaines, qui auparavant en étaient moins dotées. Appliqué par exemple à la culture du cannabis, on peut dire qu'aujourd'hui des personnes peu initiées sur ces questions ont désormais accès à une multitude de dispositifs, de savoirs et d'outils permettant de s'y mettre facilement.

connaissances sur les modalités de production et l'accessibilité économique du matériel nécessaire (notamment via des kits de culture) favorisent ce type de pratique :

*« Ce qui a changé c'est clairement la qualité des graines, tu peux aussi faire des boutures de plans qui ont bien cartonnés précédemment, etc. Ce qui marche c'est la qualité des graines d'Auto floraison ça pousse en 2 mois. Donc déjà on a accès à des graines qui potentiellement peuvent te donner une beuh de ouf qui peut tirer souvent dans les 20 (en termes de % de THC), ensuite tu peux maintenant trouver des kits de culture genre pour 300 balles t'as une tente, un filtre à charbon pour l'herbe, la lampe de 200 watts, tu peux mettre 5 plans dedans et bam en trois mois tu peux te faire 500 mugs [grammes] en ayant presque rien à faire. Alors imagine comment ça se passe à Borny (Borny est un quartier « prioritaire » de Metz fortement impacté par le trafic de stupéfiants), là-bas ils te produisent du haut rendement ». **Dealeur-cultivateur***

Notons également que cette tendance est favorisée par la même logique « commerciale » évoquée dans la partie précédente sur les sites hollandais. Des publicités vantent le mérite de certaines graines de nouvelle génération, des « dossiers tutos » sont consultables pour « se lancer », etc. Les cultivateurs ont donc tout un arsenal d'outils à disposition, notamment sur le web et peuvent bénéficier d'expertises sur la production de cannabis issues de territoires où le produit est également légal.

*« Déjà les sites pour les graines ou la culture sont vraiment bien faits, c'est souvent très professionnel. Il y a pleins de tutos, de conseil, de guides genre « faites pousser pas à pas » c'est devenu vraiment accessible pour n'importe quel « guguss » qui veut un peu tartiner (= vendre) (...) je vais sur une communauté de cultivateur moi on se fait des concours un peu de qui c'est qui a la plus grosse plante (rires), on se donne des conseils pour les parasites, le moment de la récolte, le séchage tout ça ». **Dealeur-cultivateur***

D'autre part, le rendement proposé défie généralement ce qui est proposé par certains grossistes, permettant également aux dealeurs une forme de « montée en autonomie » sous condition de posséder un peu d'espace, de temps et d'être discret :

*« Je ne vends plus que la beuh que je produis maintenant, ça fait presque un an. Certes je vends un peu moins de quantité, mais j'ai presque triplé ma marge, avec 4 plants que je récolte environ toutes les 9 ou 10 semaines je sors 1500 à 2000 euros par mois, mais je fais vraiment un truc quali (de qualité) et les gens viennent pour ça. Ça permet aussi d'offrir à mes clients autre chose que de la « commerciale » (une herbe de bonne facture mais moins singulière, ou savoureuse), c'est un autre marché, mais faut s'y mettre (...) là mon objectif c'est de trouver une maison avec une cave au sous-sol pour faire pousser plus je suis en train de regarder ». **Dealeur-Cultivateur***

On observe alors que de nombreuses personnes tendent à s'affranchir des circuits traditionnels en raison de ce phénomène, qui, bien que n'étant pas une nouveauté, a été fréquemment évoqué par les professionnels de l'addictologie, les forces de l'ordre et les consommateurs. Cela a pour effet d'autonomiser à la fois les revendeurs et les consommateurs, tout en augmentant les stocks d'herbe de cannabis disponibles sur le territoire.

Les informations issues de nos entretiens et de nos données permettent de catégoriser les différentes modalités d’approvisionnement utilisées dans la région Grand Est :

Modalité de trafic	Livraison numérique	Le « Four »	L’appartement « emprunté »	Le « dark web »	Sites web hollandais	Dealeur indépendant	Rue/espace festif
Public concerné	Tout public	Tout public	Tout public	Public « initié » notamment aux technologies	Public averti et « débrouillard »	Tout public	Public cible de l’addictologie (CAARUD, jeunes)
Caractéristiques	Organisation rationalisée (les mêmes têtes de trafic que les « fours ») Organisation Mobile et dynamique (le même numéro mais pas tout le temps la même personne) En milieu rural et urbain Se déniche par « contact » ou se « trouve » sur Télégram/Snap... Gamme très large de produits Prix « du marché » et variables	Organisation standardisée (division du travail, contrôle, exigence de rentabilité forte...) Nombreux produits mais priorise cannabis et cocaïne Se trouve facilement si la personne se déplace Génère une économie parallèle importante Prix « du marché »	Organisation éphémère (il s’agit d’investir un lieu appartenant à un particulier sur une durée plus ou moins longue. L’appartement est loué ou emprunté parfois de « force » à son propriétaire/locataire. Tout produit Se trouve plutôt en milieu urbain Prix du marché	Organisation « ultra libérale » Gamme très large Demande une certaine « technicité » pas à la portée de tous Difficile à tracer Prix souvent très avantageux (les fournisseurs étant en concurrence les uns les autres, la primauté va au rapport qualité prix et à la fiabilité du fournisseur	Organisation floue au niveau juridique, interface de communication et de publicité forte (cookies notamment qui cible les internautes) Gamme limitée (produits de synthèse légaux en Hollande, Kratom, Truffes de psylo, graines de cannabis et kit de culture de champignons, 1CPLSD, Cathinones, etc.) Simple à commander, peu risqué si les commandes sont modestes Prix plutôt élevés par rapport à d’autres approvisionnements	Logique de réseau court, connaissance de proximité Organisation traditionnelle (appartement, RDV) Gamme de produit limitée (herbe, cocaïne, héro, MDMA) Démarche pro active clients et dealeurs	Logique mercantile et de dépannage Opérations faites dans l’urgence Gamme limitée peu fiable en termes de qualité Démarche pro active clients et dealeurs

Quoiqu’il en soit, la circulation et la diffusion des stupéfiants dans la région s’avèrent de plus en plus polymorphe. On trouve ainsi de nombreuses configurations qui permettent aux usagers de s’approvisionner selon les contextes, les réseaux ou encore les produits recherchés.

Les prix des principales drogues à Metz

Tableau 2. Les prix des principales drogues à Metz en 2023 (en euros, pour 1 gramme sauf mention contraire)

Produits		Prix	Commentaires
Cannabis	Herbe	Prix courant : 10€ Prix bas : 8€ Prix haut : 20€	Les prix sont stables en 2023
	Résine	Prix courant : 8€ Prix bas : 6€ Prix haut : 15€	
Cocaïne		De 50 à 80€	Une tendance globale du prix à la baisse bien qu'il varie en fonction de la proximité du vendeur et de son client. et du lieu géographique (souvent plus chère en espace rural et aux frontières)
MDMA/Ecstasy	Comprimé	10€	Prix dégressifs si achat de plusieurs comprimés
	Poudre	De 20 à 40€	Prix relativement stable (plus rare ?)
Amphétamine/speed		De 5 à 20€	Prix stable
Kétamine		De 30 à 40€	Pas de variation importante de son prix depuis quelques années
3MMC		40€	Prix stable
LSD		10€	Prix stable
Héroïne		De 8 à 30€	Prix variable en fonction du territoire possibilité d'en dire plus ?
Tucibi		Pas de prix relevé	
Médicaments opioïdes revendus	Méthadone	Prix courant : 5€ la fiole de 40 mg	Prix stable
	Sulfates de morphine (Skenan®)	Prix courant : 8/10€ la gélule de 200 mg	Prix stable et usages ponctuels
	BHD (Subutex®)	De 3 à 5€ le comprimé 20€ la plaquette de 7 comprimés	Prix stable
Prégabaline (Lyrica®)		De 5 à 8€ la boîte	Prix stable

Les prix des drogues en 2023 et figurant dans ce tableau ont été relevés auprès d'usagers, (notamment lors de leur demande d'analyse au laboratoire), des professionnels des CAARUD qui relèvent tout au long de l'année les prix auprès des publics qu'ils accompagnent, des professionnels de CSAPA et des bénévoles qui interviennent en espaces festifs. Des prix sont rapportés pour d'autres substances, mais leur faible nombre ne permet pas d'établir un prix courant (prix le plus fréquemment rapporté).

D'autres produits que ceux indiqués dans le tableau sont également revendus, mais les indications de prix sont trop peu nombreuses pour que l'on puisse estimer un prix courant (le plus fréquemment rapporté).

Usages et usagers de drogues dans les espaces de la marginalité urbaine

Dans les villes du Grand Est, la vulnérabilité et la précarité sont plus visibles en 2023 par rapport aux années précédentes. On observe beaucoup de mendicité dans les centres villes. Les modalités de gestion de la précarité – et des problématiques addictologiques associées - sont variables selon les politiques locales engagées (les deux mairies et conseils départementaux sont de couleurs politiques différentes dans le 54 et le 57). Dans tous les cas, les dispositifs d'action sociale de ces localités fonctionnent en flux tendus et déclarent manquer de places et de perspectives pour améliorer l'existant. Les usagers fréquentant les CAARUD en région Grand Est ont des âges hétérogènes (des jeunes de 19, 20 ans sortants de l'ASE, qualifiés parfois d'« incasables », des femmes de tous âges, aux parcours de vie jonchés par les violences, des personnes relativement âgés, etc.). En dépit de la précarité, ces publics ont également recours aux réseaux sociaux et à la livraison. Dans tous les cas, ces publics constituent une cible pour les trafiquants (voir partie 1) :

« Les dealers ont bien compris qu'ils avaient quelque chose à tirer de ce public-là, je peux t'assurer que par exemple ils sont rarement en galère de produit. Faut pas croire, eux aussi ils ont télégram, snapchat, eux aussi ils ont des gens qui les livrent, ils ne vont pas forcément se déplacer au Haut du Lièvre (un quartier prioritaire de Nancy connu pour l'immensité de ses deux tours) pour avoir leur matos, mais ça vient à eux » Consommateur (ancien revendeur)

Les principaux éléments qui se dégagent de nos observations en 2023 concernant ce public sont : les difficultés à établir un soin efficient couplé à de l'hébergement en dehors des structures dites « d'urgence », l'usage de la cocaïne basés les risques associés et ses conséquences dans les interventions en addictologie, les difficultés d'inclusion des publics dits « migrants » dans les dispositifs d'addictologie.

Focus sur les difficultés d'hébergement thérapeutique des personnes vulnérables et consommatrices

Depuis l'implantation en France de la Réduction des Risques et des dommages (RDRd), des traitements de substitution, ou encore des lois 2002 et 2016, plusieurs types de dispositifs permettent une offre résidentielle couplée à de l'accompagnement thérapeutique chez les personnes en situation d'addiction sans abri. Il est en effet reconnu que l'hébergement dans un cadre sécurisant constitue la pierre angulaire d'un accompagnement efficient. Des dispositifs ont été créés dans cet objectif : CTR, CSAPA, CT, ACT, Famille d'accueil...).

Par ailleurs, beaucoup de toxicomanes vieillissent et leurs besoins se complexifient : compilant comorbidités, prise de toxiques problématique, isolement et avancée en âge. Les dispositifs médico-sociaux amenés à prendre en charge ce type de public sont alors contraints de s'adapter à cette évolution démographique.

Enfin, de nombreux usagers se retrouvent également sans véritables solutions lorsqu'ils ne souhaitent ou ne peuvent pas forcément s'insérer dans un processus d'abstinence/sevrage/substitution, tout en étant en demande de soins. Cet extrait d'entretien avec le chef de service d'un dispositif CSAPA/CAARUD illustre parfaitement le circuit typique d'intégration

à l'hébergement, et ses carences lorsque des « consommations » (alcool, cocaïne, héroïne, cannabis) interfèrent dans le processus de soins :

« Les personnes addict, qui veulent du soin, diminuer ou reprendre le dessus sur leurs consos, y'en a beaucoup qui ne disposent pas d'un logement stable ils représentent la plus grande partie de notre file active. La plupart des usager·ère·s nous sollicitent donc régulièrement pour trouver une solution d'hébergement couplé à du soin. Leurs demandes sont généralement formulées avec insistance et réitérées à plusieurs reprises. Or, nous savons pertinemment que ces demandes resteront sans réponse valable dans leur immense majorité. Les rares propositions que nous sommes amenés à faire aux usager·ère·s restent le plus souvent cantonnées à de l'hébergement d'urgence. (...) Parfois, une place d'hébergement dite « d'insertion » leur sera proposée dans un délai d'environ six mois à plus d'un an suivant la demande. Entre-temps, la situation de la personne est alors susceptible d'avoir évolué, et l'orientation préconisée lors de la constitution du dossier n'est plus forcément adaptée ». (Chef de service en CAARUD)

Certaines personnes sont exclues ou renvoyées « parce qu'elles ne font rien pour avancer » ou parce que « leurs consommations posent des problèmes » au sein des structures. Cette sélection tend à laisser de côté les personnes les plus éloignées de la réinsertion, témoignant de nombreuses rechutes, présentant des troubles psychiatriques ou des troubles du comportement. Tout ceci est d'autant plus fort que les *logiques d'évaluation* des dispositifs (conditionnant les financements publics) peuvent également inciter les structures à prendre en charge en priorité les publics les moins problématiques.

Les refus ou les exclusions pour consommations démotivent les personnes, et renforcent leurs difficultés sociales. La peur du jugement, d'un collectif trop envahissant, d'une infantilisation ou d'atteintes à l'intimité, l'insécurité et la rigidité des règlements comptent parmi les raisons que certains usagers invoquent pour expliquer leur refus des places qui leur sont proposées. Au sein d'un public déjà vulnérable, les plus « vulnérables » (en termes de besoins, de dépendance, des compétences psycho-sociales, etc.) subissent encore davantage le manque de place, le rejet, l'exclusion, etc. L'absence de lieux « adaptés » à leurs problématiques tend ainsi à « maximiser » les inégalités socio-sanitaires subies par des publics pourtant éligibles au droit commun. Il convient enfin de souligner que ces carences au niveau de l'offre se lient à l'augmentation des demandes de prise en charge thérapeutiques sur la région. Notons que les logiques d'accompagnement de ces publics ne sont pas toujours coordonnées de façon efficiente. L'accompagnement s'organise autour d'un ensemble de logiques (institutionnelles et idéologiques) différentes qui ont parfois du mal à dialoguer entre elles et à se coordonner. La citation ci-dessous témoigne d'un manque de coordination institutionnelle :

« Je vais te prendre l'exemple de D, un jeune de 26 ans accroc au crack, avec un léger handicap mental et des troubles psy, autour de lui on a la MDPH, le CMP, les SPIP, le médecin, et même le conseil départemental. Chaque fois qu'on essaye de faire quelque chose pour lui notamment vis-à-vis de l'hébergement - parce que là il vit en squat avec des gars qui sont pas forcément bienveillants avec lui mais qui par contre savent très bien quel jour tombe son AAH si tu vois ce que je veux dire – donc chaque fois qu'on essaye de mettre quelque chose en place je dois jongler pour prévenir, informer ou avoir l'accord de tel ou untel, et dès fois j'ai jamais de réponses à mes mails, et dès fois ça répond pas, et dès fois le référent a changé de service, etc., Comment voulez-vous qu'on réussisse à avancer sur quelque chose quand tous ces services là ça bloque ? » Travailleur social en CAARUD

Les professionnels des CSAPA/CAARUD témoignent par ailleurs de difficultés de coordination avec la médecine de ville au niveau des suivis, des sevrages ou encore des prescriptions de TSO :

« Enquêteur : Est-ce que vous avez observé une amélioration dans les relais avec la médecine de ville ?

LC : *non au contraire, c'est de plus en plus compliqué alors on est toujours obligé de solliciter S (médecin généraliste) et elle a de plus en plus de mal à suivre avec son propre boulot, ça vient toujours en plus de ce qu'elle a à faire*

Enquêteur : Et comment vous faites pour travailler dans ce contexte ?

FM : *y'a quelques fois des petites bulles qui s'ouvrent comme au cabinet médical X qui acceptent des nouveaux patients et en plus sous traitement après c'est pas eux qui font faire du suivi, il voient les patients à la chaîne, pas le temps de discuter donc nous on continue le suivi pour qu'ils puissent avoir un espace pour discuter mais ça reste très compliqué...*

Enquêteur : A quel moment vous vous retrouvez concrètement difficultés ?

LC : *un départ à la retraite d'un médecin par exemple et tu en vois plein arriver à l'unité de soins et ils te disent : « alors voilà, j'ai mon traitement jusqu'à telle date, le médecin est parti et je sais pas comment faire »*

MA : *il y a aussi des sorties d'hospit avec des prescriptions de subutex et des gens lâchés dans la nature et donc ces gens arrivent chez nous (en CAARUD) et donc on est obligé de solliciter nos médecins qui ont pas toujours le temps non plus, c'est vraiment très compliqué même si à l'interne on n'arrive toujours à se débrouiller, ça reste compliqué...*

LC : *les sorties sèches d'incarcération aussi se retrouvent chez nous et c'est pareil pour eux ».*

Discussion entre Infirmiers et éducateurs de CAARUD

Des publics migrants difficiles à approcher par l'addictologie, malgré de fortes consommations

Au niveau des publics issus de la marginalité urbaine, on notera également la difficulté à approcher les publics dits « migrants ». Deux catégories se distinguent, d'une part des personnes issus des pays de l'Est, , principalement des hommes ayant entre 25 et 45 ans géorgiens ou des albanais, qui vivent généralement entre eux, dans des conditions de fortune (espace caravane, squat...). Et d'autre part des publics du Maghreb et d'Afrique centrale, plus jeunes (MNA, jeune majeur) qui fréquentent les institutions (CADA, ASE) de façon plus ou moins régulière. Au-delà des difficultés quotidiennes de ces populations, les pratiques addictives s'avèrent fréquentes et semblent nécessiter des logiques de RDR et de prévention renforcées. Les produits et les pratiques sont également hétérogènes selon les origines et la barrière de la langue engendre des limites dans l'accompagnement. Ces deux publics témoignent d'addictions qui sont fortement ancrées, mais de natures différentes et d'un manque d'information sur l'existence de structures d'aides en addictologie (CAARUD, Associations...) :

« Je pense que dans les CADA (centre d'accueil et de demandeurs d'Asile) on ne leur parle pas forcément de nous ». **Un chef de service en CSAPA/CAARUD**

Les publics des pays de l'Est : injection et réticences vis-à-vis de l'addictologie

Au niveau des publics issus des pays de l'Est, ces derniers sont consommateurs d'héroïne et on remarque que certains savent toutefois mobiliser les CAARUD, notamment pour accéder à du matériel. On constate également de la méfiance vis-à-vis de ces dispositifs et d'autres réticences (interagir avec des professionnelles du genre féminin, peur d'être dénoncé, d'être localisé, etc.) qui caractérisent en grande partie leur manque d'adhésion.

« Vraiment on ne les capte pas, et je ne sais même pas si ils savent qu'on existe, à la rigueur on en a un peu des pays de l'Est, mais c'est surtout pour le matériel, en termes de conseils, de début d'accompagnement ils ne veulent rien, ils viennent ils se servent et ils repartent ».

Un éducateur en CAARUD

« Je ne sais pas si je peux le dire comme ça mais, il y a aussi des problèmes culturels avec certains je pense par exemple aux gens des pays de l'est qui sont arrivés alors déjà ils ont un problème avec ce qu'on peut appeler...je ne sais pas... avec le genre féminin, je dirais ça comme ça par exemple chez nous, la traductrice de ces gens c'est une femme, alors ils ne l'écoutent pas et ils n'ont pas non plus cette notion de « référence » pour un travail d'accompagnement pour eux c'est : « je viens, je prends ma méthadone et je me casse ». Et ça a déjà dégénéré parce qu'on leur rappelle le cadre et le règlement mais ils continuent... alors au début il y a sûrement un problème de communication et de barrière de la langue mais ça pose un vrai problème ces différences culturelles ». **Une infirmière Focus Group Sanitaire**

« On a des fois des gars des pays de l'Est, des Géorgiens, des Albanais, des profils comme ça, des gars avec qui on a du mal à communiquer, ils parlent pas français et ils viennent chercher du matériel mais ne restent pas. Y a ce monsieur des balkans qui est venu chercher du matériel de prévention et il nous a montré une seringue qu'il utilisait, l'aiguille faisait le diamètre de mon doigt si tu veux, on aurait dit un truc du 19^{ème} siècle ». **Infirmière en Focus group Sanitaire**

« Il y a pas mal d'injecteurs d'héroïne qui viennent de Géorgie. Ils prennent des doses énormes de matériel. Je pense qu'ils doivent partager en communauté, ils consomment beaucoup d'héroïne.

Enquêteur : Ils sont hébergés où ?

Je ne sais pas. On n'a pas d'accroche, c'est compliqué de communiquer avec eux à cause de la barrière de la langue même si Google traduction, ça marche bien ». **Educateur, Focus group CAARUD**

Ces faits frustrer les professionnels des CAARUD, qui tendent à rappeler la dimension « globale » de leurs actions et qui sont conscients des risques majorés liés à certaines pratiques. On distingue également des problématiques qui sont différentes selon leur origine. Les produits consommés et les pratiques ne sont pas les mêmes.

Les publics d'Afrique et du Maghreb et la consommation de prégabaline

Les publics du Maghreb et d'Afrique sont eux concernés par la prégabaline²³, molécule qui continue d'être particulièrement consommée, notamment par les MNA :

« En maraude on voit des petits jeunes, des mineurs qui nous demandent du Lyrica. C'est des jeunes qu'on voit pas beaucoup au CAARUD, c'est pas le profil, eux sont isolés, mais vraiment, ils n'ont pas de famille ici, ils viennent souvent d'Algérie, du Maroc, Tunisie avec des traitements (Lyrica) mais on a du mal à creuser pour en savoir plus. J'ai un gars du Maroc, qui est passé lundi dernier. Il est venu et il m'a demandé du Lyrica. C'est vraiment ce qu'il voulait. C'est compliqué de discuter avec lui. Il ne parle pas très bien français ». **Chargé de prévention en CAARUD**

« Des jeunes, souvent des MNA qui viennent d'Afrique et sont en attente de leurs papiers. De ce que je sais, quelques-uns avaient déjà des prescriptions avant d'arriver en France mais on

²³ La prégabaline (vendue généralement sous l'appellation « Lyrica ») est un médicament normalement utilisé pour soigner l'épilepsie, le trouble anxieux généralisé et les douleurs neuropathiques. Les effets de ce produit sont multiples : anxiolytique, apaisant, sédatif, voire un état d'euphorie. Une désinhibition et un regain d'énergie peuvent également être constatés.

ne sait pas trop, c'est difficile de savoir et on ne pense pas toujours à poser la question ».
Chef de service PJJ en Moselle

« La Prégabaline, ça fait vraiment des gros gros dégâts... Des petits jeunes qui viennent du maghreb et des usagers de nos services mais qui prennent de toute façon ce qu'ils trouvent alors ça ou autre chose mais ce n'est pas les plus nombreux c'est plutôt des jeunes du Maghreb, qu'on capte difficilement d'ailleurs.

Enquêteur : Ils se la procurent comment ?

Ils ne disent pas trop. Il y en a qui disent: "mon médecin, c'est moi qui lui dicte les ordonnances". Ou alors ils disent : "j'arrive à en récupérer". Ils arrivent à en récupérer. Alors ils la gobent comme ça... Sans alcool. Ils la gobent comme ça... et puis ils prennent un peu de C avec. Mais on a des gens qui sont complètement à l'ouest, qui maigrissent en un rien de temps, qui se désocialisent, des conséquences somatiques et sociales très très inquiétantes ».
Un éducateur en Focus Group CAARUD

Enfin, au-delà du trafic, la prégabaline est également problématique au niveau des modalités d'approvisionnement dans le circuit médical, qui se rattachent à son usage thérapeutique. Les logiques des prescriptions sont parfois floues (certains médecins prescrivent, d'autres refusent, etc.). Certains intervenants évoquent par ailleurs, la réticence de certaines pharmacies à délivrer ce produit.

« Ce que j'ignorais, c'est que sur le secteur de Metz, il y a très peu de prescripteurs de Lyrica et en plus, il n'y a pas de pharmacie qui accepte la délivrance de Lyrica 300. Tu sais, la prégabaline au max, quoi. J'ai dû faire pas mal de pharmacie avant de réussir à... à trouver une pharmacie qui accepte de la délivrer parce que j'ai une personne qui est venue avec une ordonnance et ça a été très compliqué parce que c'est une personne qui était... Enfin, une personne issue de l'immigration qui bougeait pas mal. Et elle s'est retrouvée sur Metz avec cette ordonnance-là. J'ai trouvé une pharmacie, en fait. C'est une petite pharmacie, là, qui m'a dit : « Essayer plutôt une grosse officine parce... Nous, les petites... ». Ils m'ont dit : « nous, on est des petites pharmacies on ne vous délivre pas ça ». En fait, il y avait aussi une inquiétude des pharmaciens qui connaissent un peu le profil des personnes qui en consomment et ils ne veulent pas leur donner 300 parce qu'on sait que potentiellement, c'est des personnes qui vont vite être accro à cette molécule-là et qui vont péter les plombs... On sait que sur d'autres villes plus importantes, on parle de Lyrica depuis des années, déjà. Chez nous, c'était toujours des épiphénomènes mais là, quand même, ça semblerait être plus important, ça commence à augmenter ».
Un chargé de prévention en CAARUD

Les conséquences des usages de cocaïne basée dans l'espace urbain

Si la consommation de cocaïne basée parmi les publics des CAARUD n'est pas nouvelle, elle augmente encore en 2023 et s'impose comme la préoccupation principale des équipes des CAARUD de la région du Grand-Est. Deux usagers de ce produit nous résument en ces termes la tendance actuelle :

« Donc, moi ce que je peux vous dire sur les gros changements qu'il y a eu ces dernières... ces deux dernières années, en gros, avant beaucoup de gens consommaient la cocaïne en snif, et maintenant on s'épuise parce que tout le monde la fume. Ça, c'est vraiment la grosse tendance depuis deux bonnes années qui a changé sur Nancy. Quasiment tout le monde s'est mis à la fumer, et y'en a pleins qui gèrent pas et après c'est la descente ».
Christophe consommateur de cocaïne basée, 50 ans au RSA

« J'ai vu des gens, ça fait pas un an qu'ils sont dedans (la coke) ils ont commencé directement par le caillou à fumer, là ils veulent direct un truc qui te pète la tête. C'est quand même nouveau ça, on ne voyait pas de gens fumer tout de suite comme ça, avant c'était d'abord un bon snif [...] on voit ça depuis 2/3 ans je dirais ». Un dealer consommateur de cocaïne (sniff) Metz 37 ans

Une pratique accessible et quasi « normalisée » parmi les publics des CAARUD

Pour qui la consomme, la cocaïne basée possède l'avantages par rapport à la forme chlorhydrate (poudre) : de procurer un effet plus intense. D'ailleurs, si il n'est pas observé de cocaïne revendu directement sous sa forme basée, les ventes de cocaïne chlorhydrate fractionnée (pour 10 ou 20 euros) permettent de rendre le produit accessible à des consommateurs précaires qui le baseront eux même.

« Les gars (public CAARUD) ils sont paumés et ils ont peu de thunes, ils ne veulent vraiment pas en perdre une miette de leur matos, la base ça sert à ça aussi ». Educateur en CAARUD à Forbach

« C'est une question de moyens. Parce-que larguer 50 euros tous les jours c'est pas possible... Quand on a de la base, avec du bon produit, on arrive à faire 7, 8 fumes, En quantité, en moyenne, c'est 0,1. Avec 0,1 (G) de fume, on arrive à peu près à 10 fumes. Mais bon, au début, on commence par 0,1. Et après, on n'en veut plus. Mais la plupart des gens, ils en veulent toujours plus. Ma meilleure amie, qui est à l'hôpital psychiatrique, elle a dû y aller, parce qu'elle en venait à fumer des 0,20, 0,22, 0,25. Avec un gramme, elle ne faisait que 34 fumes. Normalement, elle en fait beaucoup plus. Elle n'arrivait pas à s'arrêter ». Un usager 50 ans fréquentant un CAARUD de Nancy au RSA

« Ils vont souvent à l'économie, c'est moins cher pour plus d'effets ! Quand t'es sur du snif au bout d'un moment, tu recherches quelque chose de plus efficace et tu trouves toujours un gars qui va savoir baser... c'est ça aussi... maintenant la plupart savent transformer leur cocaïne et si eux ne le font pas ils arrivent toujours à trouver quelqu'un qui sait, c'est donc cette proximité avec ceux qui savent baser qui amplifie son accès... finalement c'est le portemonnaie qui décide du mode de consommation ». Infirmier en CAARUD

Certains usagers qui se connaissent développent parfois des achats communs pour profiter de tarif plus avantageux :

« On se met à plusieurs en début de mois genre à 4 on met 70 balles et on arrive à choper 20 grammes qu'on se partage, ça nous fait le gramme à 30/35 euros après on base la majeure partie et on sniffe ce qu'il reste ». Un usager du CAARUD de Metz 39 ans en AAH

Cette large diffusion de la cocaïne basée dans la région s'accompagne d'un accroissement des difficultés sociales et sanitaires. Le fait qu'il n'existe pas de substitution au produit rend les démarches thérapeutiques compliquées, notamment vis-à-vis des questions d'hébergement (voir plus haut). Ce chargé de prévention compare le public des usagers précaires d'héroïne, davantage représentés dans les CAARUD jusqu'à l'arrivée des TSO, aux consommateurs actuels de crack :

« Avant, on voyait des usagers précaires sous héro, à la fin du mois il leur restait un peu d'argent, là avec la free base (cocaïne basée) le 4 du mois ils n'ont plus rien ». Chargé de prévention en CAARUD à Metz

La prostitution : un phénomène qui semble s'intensifier chez les femmes usagères de cocaïne basée

La consommation de cocaïne basée concerne également des femmes en situation de précarité, qui recourent à la prostitution pour acheter leur produit. On retrouve ce phénomène à la fois dans les métropoles et les petites villes. Ces usagères gagnent en visibilité dans une période récente, selon les intervenants interviewés :

« On a de plus en plus de prostitution ça devient vraiment normalisé si je peux dire, c'est une faveur contre un cailloux, vraiment, c'est une prostitution pour se procurer la cocaïne et encore une fois, elle n'existait pas quand c'était l'héroïne ». Travailleur Social CAARUD des Vosges

« Globalement, on a de plus en plus de femmes qui... Enfin on a beaucoup de prostitution chez les femmes. Presque toutes. Franchement. Elles sont vraiment presque toutes liées à la cocaïne basée. Elles se prostituent presque toutes ». Travailleuse Sociale CAARUD Régional Nancy

L'intensification du phénomène relevée par ces intervenants est rapprochée du niveau de dépendance induit par le produit (« craving », « addiction forte »...). Cette hausse de la prostitution s'accompagne d'une augmentation des risques associés à cette pratique, notamment au niveau des violences, ou lorsqu'il s'agit de régler différentes dettes entre consommateurs et dealers :

« Dans la prostitution, ça va extrêmement loin aussi, dans la violence des clients, etc. et dans la violence que les filles s'infligent, pour pouvoir se payer leur cocaïne. Ça, on ne l'a pas entendu ailleurs. C'est pareil partout. Parce que chez nous, c'est vraiment, vraiment, vraiment important. Enfin, ça fait deux ans que ça a évolué en flèche, en fait ». Un Travailleur Social CAARUD des Vosges

« Il y a un autre gars (consommateur de cocaïne basée) qui avait aussi une dette envers son dealer. Le dealer l'a fait chanter pour avoir des femmes, il fallait qu'il lui trouve une femme. Après t'as tous les problèmes d'argent, des dettes pas remboursées, des produits pas payés avec des problèmes de violence, de prostitution et des trucs sordides... Ils vont demander des trucs et souvent, ça va être des faveurs sexuelles ». Un chargé de prévention sur Metz

Les dispositifs d'addictologie lorrains face à la cocaïne basée : surcharge de travail et enjeux spécifiques de RdRD

La cocaïne basée constitue une préoccupation majeure des CAARUD rencontrés. Au-delà des difficultés vécues par les consommateurs, l'ensemble des données obtenues alertent sur l'intensité d'un phénomène qui tend à mobiliser de façon croissante autant l'énergie des professionnels de l'addictologie que les moyens matériels²⁴:

« On n'a jamais été autant sollicités, c'est devenu dingue, moi je n'arrive plus à suivre sur d'autres missions, c'est toujours, crack, crack, crack et personne ne réagit au plus haut niveau ». Un travailleur social en CAARUD Nancy

²⁴ Soulignons à ce sujet pour exemple que l'observation des statistiques de distribution de matériel des CAARUD de Metz et de Forbach confirment une augmentation de la distribution de pipes de près de 40% entre 2022 et 2023.

« De toute façon la quasi-totalité du matériel de prev' qu'on distribue, c'est pour de la coke basée, rien que le budget des assos pour les filtres et le matos de base on a des chiffres en augmentation mais vraiment forte, c'est un vrai indicateur... » **Un chargé de prévention en CAARUD Metz**

« Ce qu'on voit c'est toujours plus de cocaïne et toujours plus basée. Par exemple, entre ces deux dernières années (2022-2023), on a accueilli 66 % de nouvelles personnes qui sont venues parce qu'ils consomment de la cocaïne fumée. Alors après, il y a des polyconso, mais c'est généralement des fumeurs de cocaïne. 66 %, ce qui n'est pas rien... » **Un chargé de Prévention CAARUD Nancy**

Cette intensification concerne autant les villes de Metz et Nancy, que les Vosges ou d'autres secteurs. La présence accrue de la cocaïne basée conduit les professionnels de l'addictologie, les intervenants, mais également les usagers, à interroger les outils de RDR à développer : la disponibilité du matériel, (pipes, aluminium, Bicarbonate), mais également les ateliers techniques (sur le « basage »). Les débats entre l'usage de l'ammoniaque (plus toxique) ou du bicarbonate (moins nocif mais plus complexe à utiliser) pour baser la cocaïne sont très fréquents dans les CAARUD et constituent la première thématique abordée par les professionnels. Progressivement, malgré des réticences initiales, les usagers deviennent plus réceptifs au basage au bicarbonate :

« Avant y'en avait pleins qui ne savaient pas comment faire pour le bica. T'en as, ils essayaient et ça donnait des trucs bizarres, ça leur faisait perdre leur matos, parce qu'ils faisaient n'importe comment et ils ne voulaient pas y revenir. Maintenant t'as même des tutos sur internet, et c'est pas non plus quelque chose de très compliqué à faire, je dis pas qu'ils y arrivent tous, mais ils y sont plus sensibles en tout cas. Surtout après s'être cramé la gorge ». **Une infirmière en CAARUD Metz**

« Savoir baser » au bicarbonate devient alors une compétence reconnue et recherchée, tant il est difficile pour le novice de s'approprier la technique avec le risque de « gâcher » du produit :

« Pour le Bica, il y a plus un peu des « maîtres ». Un peu des gens repérés du genre « Lui, il sait baser au Bica ». Donc, il va aller le voir plutôt qu'essayer parce qu'il est aussi stressé de perdre la cocaïne. Et ça les terrorise, ça leur fait super peur de perdre leur conso ». **Une chargée de prévention en RDR Metz**

D'autres usagers, plus sensibles au risque de perdre du produit, continuent de baser à l'ammoniaque :

« Après, il y en a quand même qui aiment bien l'ammoniaque, qui sont presque un peu accro à ça. Oui, ça me défonce plus, l'ammoniaque. Alors, scientifiquement, je ne sais pas, mais selon eux il y a un effet supérieur. Il y en a qui sont un peu accro à l'« ammo » je me dis l'ammoniaque. Ça sent super fort. Quand on fume, j' imagine que ça doit arracher la gorge. Et est-ce qu'il n'y a pas ce truc de si ça m'arrache, c'est plus fort ? Je me demande si il n'y a pas ce truc ». **Un travailleur social en CAARUD Vosges**

Les outils en matière de rdrd concernant la technique du basage au bicarbonate ne sont pas encore « mutualisés » entre les structures et les professionnels. Il existe actuellement de forts enjeux sur ces questions évoqués par les travailleurs en CAARUD²⁵ qui souhaiteraient partager leurs façons de faire :

²⁵ Rappelons que comme dans d'autres dispositifs médico-sociaux, les difficultés de recrutement de chargés de prévention ou d'éducateurs peuvent être fréquentes, et qu'il arrive que certains des nouveaux professionnels de ces dispositifs ne soient donc pas non plus systématiquement expérimentés ou compétents autour de cette question de RDR ou/et de « basage ».

« Bah en fait j'ai l'impression que chacun fait un peu dans son coin son truc, une vidéo, des ateliers basage, etc. ça serait bien de s'y mettre ensemble, d'essayer un peu de se transmettre nos outils, tout ça, je pense qu'il y a un vrai enjeu derrière ça ». **Educateur en CAARUD Metz**

Certains dealers ont intégré les difficultés posées par la technique du basage, proposant des conseils aux usagers auxquels ils vendent de la cocaïne sous forme chlorhydrate, pour réaliser une galette :

« Ils les initient aux différents moyens de consommation. Autant comme ça. Tu veux essayer comme ça ? Tu peux mourir con, mais ne sois pas bête. Essaie au moins pour savoir ce que ça fait. Ils montrent. Donc en fait, t'as des dealers initiateurs. Ils montrent pour baser avec de l'ammoniaque, avec du bicarbonate, même pour les speedball ils te montrent comment les prendre, les dosages, etc. » **Un dealer-consommateur Metz**

Ces stratégies leurs permettent ainsi d'initier un certain nombre d'usagers à un usage plus addictif de la cocaïne pour renforcer leurs gains financiers.

L'héroïne : un produit moins abordé que la cocaïne basée dans les CAARUD

En Lorraine la question de l'héroïne est souvent assimilée à la Meuse et plus globalement à sa ruralité (voir partie trafic), alors qu'elle reste prisee par les publics des CAARUD de toute la région. L'usage d'héroïne est toutefois actuellement un sujet moins abordé par les consommateurs, surtout si on la compare à celle de la cocaïne basée. Les entretiens réalisés montrent en effet que la consommation d'héroïne est désormais bien souvent associée à celle de cocaïne, notamment pour gérer les « descentes » :

« C'est incroyable dans ce coin (le Pays Haut regroupant les bassins de Longwy et Villerupt) je n'ai jamais vu autant de consommation de speedball, ils sont tellement nombreux à tourner à ça ». **Une chargée de prévention en RDR Metz/Thionville**

« C'est [l'héroïne] beaucoup utilisé pour les descentes de « base », et ça le restera, mais généralement ici les problématiques sont plus sur la coke basée, pour l'héro il y a de la substitution aussi, et les usagers le savent, donc ils composent avec ça ». **Educateur en CAARUD Metz**

« Aujourd'hui j'ai l'impression que les gens ne commencent pas à l'héro directement. Ils font d'abord une étape par le crack et dès qu'ils sentent qu'ils n'ont plus vraiment "le petit allumage" dans la tête, hop ils veulent un truc plus fort et après, ils utilisent les pipes pour le crack pour fumer l'héro et à partir de là c'est foutu ! En fait c'est pas vraiment par la coke qu'ils prennent de l'héro c'est par l'absence d'effets que leur procure la coke. Quand tu descends de la coke, c'est dur, vraiment dur, il n'y a plus le "hype" il y a juste cet énervement-là qui gronde à l'intérieur et qui dit : "j'ai envie de sortir de moi-même". L'héro c'est souvent pour la descente de coke à la base, mais est-ce que ça arrive que c'est pour des raisons financières sachant que l'héro c'est deux fois moins chère ? Je ne sais pas trop ! » **Un dealer-consommateur Metz**

Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs

Éléments de contexte : des événements de plus en plus déclarés/structurés, un public plus élargi

A la sortie du confinement, les organisateurs chevronnés ont laissé leur place à une génération de plus jeunes (20/25 ans) qui n'étaient pas systématiquement issus de la scène *Free party* et qui s'organisent en associations, plus nombreuses mais de plus petites tailles. Ainsi, les « nouveaux » organisateurs ont davantage mis en place des événements « déclarés » :

« J'ai l'impression qu'il y en a beaucoup qui se créent (d'associations organisatrices) mais par contre, le nombre de mecs dans les sound systems diminue clairement, on a plus d'asso mais avec moins de membres ... Tous ceux avec lesquels on avait l'habitude de bosser il y a quelques années ont arrêté, il n'y a plus d'anciens sound systems à part le Psy Q (une asso) et encore, ils vont faire 2-3 soirées et vont laisser les autres aux gamins, qui ont vachement basculé aussi dans le plus légal et qui peuvent se faire la main ». **Chargée de prévention en milieu festif Metz/Thionville**

« Il y a eu des mouvements dans les anciens sound systems où en même temps, ils ont 40-45 ans en moyenne, ils ont peut-être autre chose à faire maintenant on va avoir recensé peut-être 30 sound sur la région. Une trentaine de petits groupes qui ne sont pas tous impliqués de la même manière, qui sont souvent amenés à collaborer pour mutualiser le matériel, l'orga et tout ce qu'il faut et par contre ça va être des jeunes qui ont entre 20 et 25 ans pour une moyenne de 22 piges ». **Intervenant RDR en milieu festif (bénévole)**

Au niveau des espaces techno dits « alternatifs », une « relève » associative chez les organisateurs de soirées se met ainsi en place. Ceci induit une gestion rajeunie des événements, et la nécessité chez ces nouveaux organisateurs d'assimiler les rouages traditionnels de ce milieu et de sa « (contre) culture » spécifique²⁶. Cette modification de l'espace festif débute à la fin du confinement, quand un grand nombre d'événements « privés » (dit également « calages ») s'établissaient. La principale association de RDR mobilisée par ce type d'événements a été mobilisée sur plus de 20 événements. Ces derniers tendent à s'organiser davantage en mobilisant la présence de stands divers :

« En 2023 on est sur 20 teufs free, quelque chose comme ça, 20-25 teufs. Tout le reste, c'était terrain déclaré, enfin, terrain OK. Et il y en avait une qui était déclarée, en fait, dans les Vosges. Avec accord de la préfecture. **Intervenant RDR en milieu festif (bénévole)**

Il arrive également que des terrains soient directement achetés ou loués par les organisateurs, ce qui peut rendre la soirée « privée » :

« On a des gens qui louent des terrains, et même des teufs qui se passent où l'organisateur c'est le propriétaire du lieu, on a fait quelques events dans cette configuration ». **Informateur Festif, intervenant RDR**

La légalité de bon nombre de soirées a pour effet d'attirer un public plus varié, issus d'horizons socio-culturel plus diversifiés. Le modèle du « festival » (avec une tête d'affiche, plus de diversité musicale, des stands, un parking, etc.) est souvent évoqué pour qualifier ce nouveau type d'événements.

²⁶ Plus de détails sur ce milieu : <https://www.cairn.info/revue-psychotropes-2021-3-page-87.htm>

« Le truc qui change vraiment, moi, je trouve, c'est les stands. C'est les stands. il y a tout simplement vachement plus de stands de merchandising, genre éventuellement de bouffe, éventuellement de boisson... Bah, éventuellement, bouffe et boisson, c'est censé y avoir. Il y a plus de moyens, en fait, mis en œuvre. Ça ressemble de plus en plus à des petits « festoches », genre ambiance très, très électro, quoi. Les parkings balisés, etc... » **Un chargé de RDR en association (bénévole)**

« Il y a une diversité des publics qu'on ne trouvait pas avant le confinement, aujourd'hui. C'est un exemple. Avant, t'avais globalement 4 personnes qui arrivaient avec, voilà, c'est mon pote, c'est sa première teuf, etc. Maintenant, t'as une personne qui arrive, c'est mes 4 potes, c'est leur première teuf. (...) Et puis c'est beaucoup plus divers et organisé musicalement, c'est pas rare qu'il y ait un concert de rap, limite une tête d'affiche, de l'électro plus chill tout ça ». **Un chargé de prévention RDR intervenant en milieu festif Metz**

Cette transformation progressive du milieu festif de la région Grand Est menace les anciens codes de du milieu festif alternatif : en termes d'hygiène et de propreté et concernant la RDR :

« Il y a une vingtaine d'années, on n'avait pas besoin de dire qu'il fallait ramasser ces saletés ou les ballons de proto, on les ramassait. Aujourd'hui par contre on (une asso de RDR) doit éduquer...et ça ce n'est pas lié à un relâchement du public, c'est lié à l'intégration de beaucoup de personnes qui n'étaient pas là il y a quelques temps ». **Chargée de prévention en milieu festif Metz/Thionville**

Les consommations en espace festif alternatif

La cocaïne (en sniff), la kétamine et l'ecstasy/MDMA apparaissent comme les 3 produits les plus consommés en espace festif alternatif :

« Je dirais que ce qui ressort, pour l'instant, effectivement, de ce qu'on a, c'est le festif alternatif, quoi, beaucoup de kétamine, cocaïne, MDMA. La MDMA c'est des cachets et le reste c'est souvent sniffé... » **Un professionnel de RDR intervenant en milieu festif**

«Plein de kétamine mais les gens venaient pas pour analyser la kétamine par contre y 'a plein de gens qui en prenaient. La kétamine, on en voit dans toutes les soirées... » **Un bénévole en RDR intervenant en milieu festif**

« Kétamine coke. Ouais, souvent, c'est ça. Il y a pas mal d'ecstas aussi parce que c'est quand même quelque chose que tu peux acheter en gros pour pas trop cher » **Une bénévole en RDR intervenante en milieu festif**

Quelques produits sont revendus par certains organisateurs qui « réinjectent » une partie des bénéfices réalisés dans l'organisation de la soirée : matériel, DJ... :

« On sait qu'il y en a beaucoup (d'organiseurs) qui vendent. Par exemple, les A., ils ont payé tout leur matos de sono avec la kétamine. Alors, précisez aussi, les gars (les investigateurs de TREND), là-dedans, qu'effectivement, il y a des dealers dans quasiment tous les sound systems, mais que, en l'occurrence, tout le sound system ne deale pas et c'est même une partie extrêmement restreinte du sound. Oui, c'est vraiment pour financier, c'est un... c'est une manne importante... ». **Un bénévole en RDR intervenant en milieu festif**

Enfin, les deux générations d'organiseurs distinguées dans la partie précédentes ne revendent pas les mêmes produits : l'ancienne proposant de la kétamine ou de la MDMA, alors que les nouveaux organisateurs fournissent davantage de protoxyde d'azote, plus rémunérateur :

« Généralement, alors avant, on le voyait (le deal dans la soirée par les organisateurs) sur de la kétamine, de la MD... mais les A (une association organisatrice), ils ont 45 ans les gars, ils sont pas organisateurs depuis 3 semaines. Mais les jeunes (organisateur), ils vont plus aller sur du ballon, sur du proto et en fait, ça dépend, soit ils font du proto pour financer la soirée et auquel cas, ils interdisent les autres stands de ballon, soit c'est complètement interdit sur la teuf ». **Un professionnel de RDR intervenant en milieu festif**

Des produits de synthèses souvent consommés malgré des incertitudes sur la fiabilité et la composition des produits

A une plus petite échelle les drogues de synthèses comme les cathinones sont également consommées par ces publics. On relèvera d'ailleurs une grande difficulté de la part des interviewés à nommer les produits consommés. Les usagers s'inscrivent dans une démarche d'exploration renouvelée de nouveaux produits et de nouveaux effets mais méconnaissent les risques encourus :

« Alors, il y a des trucs qui sont vraiment vendus en buvard, mais on ne sait pas ce que c'est . Après, j'ai l'impression qu'il y a un petit manque d'informations, une nouvelle forme de tendance sur des trucs qui se sont soit en cachet, soit en poudre, mais on s'en fout un petit peu de ce que c'est parce que ça fait un peu tel effet, etc. Par contre, du coup, les psychédéliques fumés, on en a... alors, j'ai eu de la DMT 2 fois cette année. Et puis tous les cathinones, grosso modo ». **Une bénévole en RDR intervenante en milieu festif**

« Ils ont grandi dans tout ce qui est darknet, tout ce qui est drogue synthétique et ils sont vraiment dans une phase d'exploration où ils veulent toucher à tout. Goûter à tout. Et là sur ces produits on peut pas vraiment savoir sans analyse alors on se fie juste à ce qu'ils disent et ils parlent de cannabinoïdes de synthèse, des trucs qu'ils achètent sur le darknet voire même l'internet de surface. Ils sont tous avec leur vape et on sait pas trop ce qu'il y a dedans...ils parlent tous de PTC mais rien n'est sûr! ». **Un professionnel de RDR intervenant en milieu festif**

« On en voit beaucoup des cathinones en teuf. Mais par contre, le problème, c'est que là, maintenant, on a des gens qui viennent: "Moi, j'ai pris de la 3-MMC " alors vu que tu en as de moins en moins et que c'est remplacé à 80% par d'autres trucs, on est bien obligés de leur dire: " qu'est-ce que t'as pris en vrai?" ben ils savent pas... ». **Un bénévole en RDR intervenant en milieu festif**

Ce manque d'informations majorent la survenue d'effets non anticipés et indésirables :

« T'avais vraiment des crises de tétanie (parlant de publics ayant consommés des produits de synthèses mal identifiés) et puis tout d'un coup, ils se lèvent, ils éclatent tout, c'est... Genre, le coup, je repense... À deux doigts de s'éclater le crâne, 4 bénévoles, pour le maîtriser, pour pas qu'il se fasse du mal, le temps qu'on aille chercher des secours. Faut pas le maîtriser mais le sécuriser, rester autour ». **Chargée de prévention en milieu festif Metz/Thionville**

« On a des mecs qui achètent des nouveaux produits de synthèse sur le Net qui les ramènent en teuf, qui vont acheter une dizaine, quinzaine de doses, qui vont proposer ça à leurs potes sur une période courte voire pendant 3/4 semaines, tu vas voir les mecs qui se mettent la même dose du même prod, que tu connais pas, qu'il faut que tu fasses des recherches d'une semaine sur l'autre pour savoir un peu plus. Et c'est de la merde! En fait, ça va agir comme le PCP, ça va avoir du dissociatif, mais les mecs qui témoignent de ça disent que tu alternes à peu près toutes les 40 secondes, les grosses montées de MD, les grosses descentes de K et tu te prends... Tu te prends pour un robot et on a eu des mecs dans des états pas possibles à

cause de ça et en fait, ils sont ingérables ». **Chargée de prévention en milieu festif Metz/Thionville**

Des actions de RdRD intensifiées et qui s'intègrent de plus en plus dans le milieu festif alternatif

Dans la région, les dispositifs de RDR tendent à s'implanter solidement dans l'espace festif alternatif. La présence de dispositifs de prévention semble faire partie des rouages nécessaires à la bonne tenue des soirées. Les publics visés en apprécient les conseils, les matériels ou encore les dispositifs d'analyse de produits lorsqu'ils sont proposés :

*« Les nouveaux qui vont avoir 22-23 ans, les nouveaux orgas, enfin entre 20 et 25, eux, pour le coup, c'est des nouveaux. Et ils ont plus de mal, je trouve, à considérer la teuf sans RDR. Et du coup, donc ils comptent aussi sur le retour, notre retour sur la soirée. Et quand on leur dit, les gars, les proto, ça fout la merde. On vient d'en rattraper 58, alors qu'ils sont 12 dans la teuf, ça va pas du tout. Du coup, ils sont aussi attentifs à ça. Ils nous considèrent comme des organisateurs dans la responsabilité qu'on a dans la soirée. Ce qu'on dit, ils le font ». **Un bénévole en RDR intervenant en milieu festif***

On peut alors parler d'une tendance à la « normalisation » de ces dispositifs, ce qui n'était pas le cas il y a quelques années. La présence régulière des intervenants et la relation de confiance tissée au fil des soirées peut ainsi permettre de discuter d'éventuelles consommations problématiques ou d'autres demandes (orientation, lien vers un CSAPA....).

Effet pervers de leur participation régulière aux événements festifs : les intervenants sont difficilement interchangeables et parfois pris pour ce qu'ils ne sont pas (des intervenants sanitaires). Une autre conséquence délétère est évoquée par les intervenants : certains usagers, rassurés par la présence des professionnels de la RdR, maximisent leurs consommations et les risques afférents :

*« En fait t'as deux facteurs qui peuvent poser problème ensemble, c'est que d'une part ils sont super rassurés qu'on soit là, mais d'un autre côté tu en as de plus en plus qui sont comment dire... « jusqu'au-boutiste » d'une certaine manière, ça on en voit vraiment beaucoup c'est va s'y je me lâche à fond sur les prod, vraiment jusqu'à la perte de contrôle, mais quand ils viennent discuter avec nous t'en as ils disent 'bah vous êtes là c'est cool on peut y aller' Et puis aussi là ces jeunes qui ont 22 ans maintenant, c'est ceux qui avaient 18 ans en sortie de Covid. Enfin, 18-19 ans. Donc, ils ont un peu aussi tout ce côté-là. Tiens, la vie, il faut en profiter ». **Informateur Festif***

*« J'ai deux potes qui vont être comme ça. Il y en a un qui vérifie, oui et qui se fait vraiment une mine (consommation élevée) de cons quand il y a la RDR et quand il n'y en a pas, il fait gaffe. Ouais, donc c'est un effet inverse que l'effet recherché ». **Un bénévole en RDR intervenant en milieu festif***

Les dispositifs de RDR sont ainsi assez fréquemment assimilés à tort²⁷, à des dispositifs médicaux :

« Moi j'ai ni diplôme de secourisme et encore moins je ne suis pas infirmier, donc les bases si quelqu'un fait un malaise je les ai, la position latérale de sécurité, l'emmener dans un coin calme, etc. mais si y'a un truc un peu technique à faire là c'est chaud (...) une fois on en a eu un il avait vu qu'on avait de la Naloxone (spray anti overdose pour opiacés et opioïdes) alors il

²⁷ Ceci n'est généralement pas le cas sauf avec certaines structures sanitaires comme la Croix Rouge ou les pompiers (néanmoins rarement présents dans des espaces dits « non commerciaux »)

nous dit 'ouais là je vais dans ma caisse, mais genre si tu vois que je suis pas ressorti dans vingt minutes viens me voir' bon bah y'a pas eu de stress il est ressorti, mais je suis pas sa nounou non plus au gars et en même temps avec ce qu'il me dit je vais quand même m'inquiéter pour lui ». **Un bénévole en RDR intervenant en milieu festif**

« Je me dis que quand tu rentres en teuf et que tu croises la Croix-Rouge et puis que tu croises la RDR juste après, tu te dis, je suis sécure quoi qu'il se passe ».
Participant/consommateur en milieu festif 22 ans

Toutefois, si elle se trouve mobilisée par le milieu festif et qu'elle suscite une grande adhésion auprès du public, les intervenants doivent encore lutter contre certains préjugés (la RdRD favoriserait la prise de drogue, les intervenants seraient aussi des consommateurs, etc.) , notamment chez les forces de l'ordre, comme en témoigne l'exemple ci-dessous :

« Bah on se prend encore des contrôles salivaires par les gendarmes, on en a pris un y a pas longtemps, disons que ça ne nous fidélise pas forcément aux lieux et aux événements, à un moment on peut avoir des bénévoles qui en ont marre de se faire palper ou tester alors qu'ils sont là pour que tout se passe bien ». **Intervenant RDR en milieu festif Metz**

Autre(s) phénomène(s) marquant(s)

A propos de la veille sanitaire SINTES

43 collectes ont été réalisées au sein du dispositif de veille sanitaire SINTES, majoritairement suite à non reconnaissance par HPLC (44%) et d'effets indésirables bénins (23%).

75% des produits étaient conformes au contenu annoncé lors de la cession du produit et 25% avaient une composition inattendue. Parmi les résultats marquants, la veille a soulevé une préoccupation croissante concernant l'adultération des e-liquides avec divers cannabinoïdes de synthèse. Les résultats d'une dizaine d'analyses d'e-liquides (collectés principalement dans le cadre de notre laboratoire d'analyse le « checklab's » auprès d'un public de jeunes consommateurs) ont mis en évidence la présence de substances telles que l'ADB-BUTINACA, le ADB-5'Br-PINACA, le MDMB-BUTINACA (première collecte et deuxième identification nationale), et le MDMB-INACA.

Une analyse SINTES a révélé une concentration significative d'héroïne dans un échantillon, représentant 52% de la masse totale du produit, sans aucun produit de coupe identifié. Cette composition, associée à un risque élevé d'overdose opiacée, met en lumière l'importance de l'analyse des produits dans le cadre des pratiques de Réduction des Risques et Dommages (RdRD) pour tous les usagers, même ceux expérimentés.

L'analyse SINTES d'un nouvel opioïde de synthèse (collecté sur Epinal, après un approvisionnement sur le darknet), appartenant à la classe des nitazènes et faisant l'objet d'une alerte sanitaire des Centres d'Addictovigilance, a montré la présence de l'étonitazène, une substance très puissante à l'ordre du microgramme.

Une plus grande visibilité de la Kétamine

Les données recueillies cette année montrent une intensification de l'usage de kétamine sur le territoire. Elle semble prisée généralement par des utilisateurs de moins de 35 ans de plusieurs milieux (CAARUD, étudiants, teufers...). Les modalités d'acquisition et de diffusion du produit sont multiples. Les techniques pour « cuisiner » le produit sont désormais facilement accessibles via internet. Le ratio « prix/effet » est un argument souvent mobilisé par les consommateurs pour expliquer leurs motivations à l'usage. Dans tous les cas la circulation du produit semble se déployer de façon grandissante :

« Oui parce que ça c'est quand même relativement récent (la consommation de Kétamine qui se diffuse), c'est pas vieux que la kétamine soit arrivée dans les CAARUD, les CSAPA, c'était vraiment le produit de prédilection du festif jusqu'à il y a un an et demi. Là on m'en a même proposé dans la rue, sur le territoire de Briey), vendue par de jeunes c'est des collégiens, enfin, pas majeurs... Ils faisaient vraiment "tête de collégiens"... ils m'ont interpellé de l'autre côté de la rue. Je marchais sur le trottoir d'en face, après je discutais avec une mère de famille qui me disait qu'effectivement on lui en avait déjà proposé... ». **Une chargée de prévention en CAARUD**

« En parlant de kétamine, sur Metz, il y a quand même une consommation vraiment énorme de kétamine. Mais je pense que ces gens-là, justement, ils ne viennent pas ici (au CSAPA/CAARUD). Comme tu disais tout à l'heure. Parce que je sais que chez les jeunes, c'est quasiment comme si c'était légal, vraiment. [...] Je dirais tranche d'âge vraiment minot. Enfin, vraiment partir de 16-17 ans jusqu'à la fin de vingtaine ». **Un travailleur social CAARUD Metz**

« Les trucs Snapchat C'est les mêmes dealers qui vendent... du cannabis. Oui. Il y en a qui font aussi de la coke. On sait qu'ils font le cannabis. Il y en a donc pas mal qui font de la kétamine aussi. Donc, ça rajoute une facilité ». **Usager 27 ans bénéficiaire de minimas sociaux**

« La dernière fois que j'en ai chopé, c'était là, dans un bars du centre-ville, y'a un gars, il a dit « Oh, j'ai de la ké » J'ai dit : « Bah ouais, c'est bon j'achète. J'avais confiance parce que je sais que la ké, ils la cuisinent assez facilement... ». **Usager de 22 ans étudiant**

Des contextes et des motifs d'utilisation divers et variés

Désormais la Kétamine peut être consommée dans des contextes qui dépassent l'espace festif : seul chez soi, entre amis, dans un bar, etc. De plus les motifs de consommation se diversifient : son usage peut venir remplacer l'alcool dans une fête (sans la « gueule de bois » le lendemain), soulager un manque d'héroïne ou « compléter » une dose insuffisante, soutenir une volonté de perte de contrôle, etc. :

« Est-ce que c'est la kétamine qui va de l'espace privé aux soirées ou est-ce que c'est les soirées où on consomme de la kétamine en soirée et ce qui reste, on le ramène à la maison (à propos de la diffusion de l'usage du produit en dehors du contexte festif) ? ». **Une bénévole en RDR intervenante en milieu festif**

« C'est aussi pour d'autres motifs de consommation que le festif, quoi. C'est vraiment... pour genre pour se poser ou... En fait, ça peut être utilisé dans des cas différents, quoi. Pour être en mode festif, pour être bourré, sauf que comme ça, il n'y a pas les effets négatifs derrière, en soi. Ou alors juste pour se reposer, pour dormir ». **Un éducateur en CSAPA/CAARUD Nancy**

« Ça monte et ça endort... Bah en fait pour moi c'est exactement ça : c'est de l'alcool à sniffer sauf que moi l'alcool, je peux boire un peu, au bout d'un moment j'ai plus soif quoi, je flotte... et avec l'alcool j'ai trop peur de faire des choses que je suis pas censé faire... Avec cette drogue il y a ce truc de lucidité qu'avec l'alcool t'as pas et du coup t'es plus à l'aise ». **(Un usager de 25 ans)**

Des conséquences sanitaires plus visibles

La diffusion de la Kétamine s'accompagne des problèmes sanitaires chez les usagers, notamment chez les consommateurs depuis plusieurs années. Les problèmes urinaires, l'addiction découlant des consommations quasi quotidiennes, détachées du contexte festif, les K-hole²⁸ constituent les risques les plus couramment mentionnés dans les entretiens réalisés en 2023 :

« Moi j'ai l'impression que c'est des gens, comme s'il y avait une dégringolade un petit peu sur le tard de leur consommation même si c'est une consommation qui ne remonte pas énormément dans le temps, genre un ou deux ans, mais que les gens qui consomment depuis un ou deux ans se retrouvent vite à venir nous voir (en tant qu'asso de RDR) et en parler éventuellement en mode : « ouais ça fait un mois ou deux ou trois que genre vraiment je galère, c'est un peu des k-hole systématiquement ». Là le k-hole c'est devenu presque un

²⁸ Le K-hole est une sorte de « trou noir » lié à un excès de Kétamine et/ou d'interactions avec d'autres substances (notamment l'alcool) où la personne ne se souviendra de rien. Il est lié aux propriétés anesthésiantes du produit

effet secondaire auquel ils se sont faits avant de réinterroger effectivement leur problème de consommation ». **chargée de prévention en CAARUD**

« J'ai appris que la kétamine, selon les deux personnes que j'ai vues en CJC, donnait beaucoup de soucis au niveau de la vessie avec des problèmes de cystites, des problèmes de brûlures à la vessie... des choses de ce genre avec en plus des moments de déréalisation où ils peuvent parler à des morts... j'ai aussi Antonin que j'ai vu l'autre jour et il m'a dit : « je ne peux plus en prendre parce que maintenant dès que j'en prends, je vomis, je vomis » et on voit comme ça des effets somatiques de plus en plus importants avec la kétamine ».
Psychologue

Conclusion et perspectives

On retiendra principalement de ce rapport plusieurs éléments. La Lorraine est une région « dynamique » et « fournie » en termes de trafics et de consommations, l'accès aux drogues y est souvent favorisé par les facilités de circulation et de diffusion des marchandises. D'autres tendances qui ne sont pas « nouvelles » tendent à s'intensifier comme la culture locale de cannabis ou la consommation de cocaïne basée et de kétamine.

L'année 2023 n'est donc pas caractérisée par des changements majeurs dans les espaces investis par le dispositif TREND, mais plutôt pas la poursuite de tendances amorcées les années précédentes. On repère notamment : une accessibilité croissante à des produits diversifiés et de qualité, sous-tendue par une forte technicité/rationalisation des trafics et de leurs moyens de diffusion des produits (intensification de la livraison via les nouveaux transporteurs (UPS, mondial relais, etc.) notamment, utilisation du numérique, etc.). Les réseaux de trafic témoignent par ailleurs de capacités de résilience et d'adaptabilité croissante : les fours démantelés se reconstituent rapidement, les dispositifs numériques renouvelés permettent de déjouer l'action des forces de l'ordre, les circuits de livraison sont volontairement floutés...

Enfin, plusieurs éléments mis en avant cette année sont à surveiller/documenter davantage les prochaines années : les effets des démantèlements des « fours », l'analyse des conséquences de la légalisation du cannabis dans les pays ou villes frontalières de la région, la consommation et l'approvisionnement en milieu rural, la diffusion de la kétamine, la consommation de SPA achetées en ligne sur les sites hollandais, ou encore le phénomène de livraison postale.

Annexes

Glossaire

ANSM Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé

ARS Agence régionale de santé

ASE Aide sociale à l'enfance

CAARUD Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues

CCAS centre communal d'action sociale

CEGIDD Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic

CEIP Centre d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance

CHRS Centre d'hébergement et de réinsertion sociale

CJC Consultation jeunes consommateurs

CS Cannabinoïde de synthèse

CSAPA Centre de soin, d'accompagnement et de prévention en addictologie

ELSA Équipe de soins et de liaison en addictologie (dispositif hospitalier)

ILS Infraction à la législation sur les stupéfiants **LPS** Laboratoire de police scientifique

Mildeca Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives

MNA Mineur non accompagné

MSO Médicaments de substitution aux opiacés **NPS** Nouveaux produits de synthèse

OFAST Office anti-stupéfiant

OFDT Observatoire français des drogues et des tendances addictives (depuis janvier 2022, anciennement Observatoire français des drogues et des toxicomanies)

OMS Organisation mondiale de la santé **PES** Programme d'échange de seringues

PJJ Protection judiciaire de la jeunesse **RDRD** Réduction des risques et des dommages

SCMR Salle de consommation à moindres risques

SINTES Système d'identification national des toxiques et substances

SPA Substance psychoactive

SPIP Service pénitentiaire d'insertion et de probation

TSO Traitement de substitution aux opiacés

Remerciements

Nous tenons à remercier ici l'ensemble des acteurs ayant participé à la production de ce rapport, pour leur contribution directe aux informations et analyses qui y sont développées :

- Les usagers et les vendeurs en premier lieu, pour leur contribution à la production de notes d'observations dans les différents milieux investigués, qu'ils soient très sincèrement remerciés.
- Les responsables d'observations
- Les informateurs des CSAPA et CAARUD régionaux :
 - CAARUD « l'Echange » - NANCY
 - CSAPA/CAARUD « la Croisée » - AVSEA - Epinal
 - CAARUD/CSAPA-CMSEA, antenne de Forbach
 - CAARUD/CSAPA-CMSEA antenne de Sarrebourg/Sarreguemines
 - CAARUD/CSAPA-CMSEA Metz
 - CAARUD mobile Thionville, AIDES Lorraine
 - CAARUD AIDES Lorraine
 - CAARUD 54
 - CSAPA/CPN Nancy
- L'ensemble des professionnels ayant participé aux groupes focaux
- Aux relecteurs de l'OFDT, Clément Gérôme et Caroline Protais



Observatoire français des drogues et des tendances addictives

69 rue de Varenne 75007 Paris

Tél : 01 41 62 77 16

e-mail : ofdt@ofdt.fr

www.ofdt.fr

Crédit photo couverture : Pixabay